

**Art. 7.** Les commissions peuvent constituer en leur sein des groupes de travail ou des sections, chargés de certaines études préparatoires.

Les commissions peuvent, pour accomplir leur mission, prendre toutes les informations nécessaires.

**Art. 8.** Chaque commission consultative chargera un ou plusieurs délégués d'examiner, de concert avec les délégués d'une autre commission, les points d'intérêt commun à deux régions limitrophes. Ces délégués dressent un rapport d'ensemble de leurs travaux et des résultats de leurs recherches et l'envoient aux présidents intéressés.

Les présidents envoient un exemplaire du rapport commun au Ministre communautaire qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions.

**Art. 9.** L'Exécutif flamand nomme le président, un premier et un deuxième vice-président parmi les membres de la commission.

Le président est, en cas d'absence ou d'empêchement remplacé par le premier vice-président ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par le second vice-président.

**Art. 10.** Le bureau est composé du président et des deux vice-présidents assistés par le secrétaire ou son adjoint; le bureau dirige les travaux de la commission, fixe l'ordre du jour et veille à l'exécution de ses décisions.

**Art. 11.** Le secrétariat de la commission est assuré par l'administration provinciale concernée. Il comprend un secrétaire et un secrétaire adjoint, nommé par le Ministre communautaire qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions, sur la proposition du Gouverneur.

Le secrétariat a pour mission de préparer, sous la direction du président, les réunions et les travaux de la commission, des groupes de travail et des sections.

**Art. 12.** Sans préjudice de l'accomplissement de sa mission légale, la commission consultative est également chargée de formuler son avis sur les questions qui lui sont soumises, concernant l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans sa région, par le Ministre communautaire qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions. Les avis doivent être formulés dans le délai fixé par le Ministre communautaire.

**Art. 13.** Les commissions consultatives peuvent faire appel à la collaboration d'experts et de fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande, moyennant dans ce dernier cas l'autorisation du Ministre communautaire dont ces fonctionnaires relèvent. Ils disposent d'une voix consultative. Ils ne peuvent être invités aux réunions qu'à condition que la majorité des membres présents soit d'accord au moment où l'assemblée est appelée à se prononcer sur leur collaboration.

**Art. 14.** Le directeur général de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ou son représentant, accompagné ou non d'un adjoint, et le fonctionnaire mandaté de l'administration provinciale de l'aménagement du territoire, accompagné ou non d'un adjoint, peuvent participer aux réunions de la commission, du bureau, des sections et aux réunions communes des délégués et des groupes de travail.

Les fonctionnaires visés au présent article, disposent d'une voix consultative.

**Art. 15.** Lors du traitement d'un problème la commission consultative peut inviter toutes les instances nécessaires, soit l'administration communale accompagnée ou non du concepteur, soit d'autres personnes intéressées, pour donner des commentaires. Ces personnes ne peuvent toutefois pas assister aux débats. Les membres qui ont un intérêt personnel à un point discuté, sont également exclus des débats.

**Art. 16.** Un procès-verbal est dressé de chaque réunion, et conservé aux archives de la commission. Après approbation à la réunion suivante, le procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et les membres présents qui le désirent.

**Art. 17.** Le montant des indemnités et jetons de présence alloués aux président et membres de commissions, est fixé par arrêté de l'Exécutif flamand.

**Art. 18.** L'arrêté de l'Exécutif flamand du 23 décembre 1986 fixant le règlement intérieur des commissions consultatives régionales d'aménagement du territoire dans la région flamande est abrogé.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 20.** Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de l'aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 février 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures  
et de l'Aménagement du Territoire,  
J. PEDE

#### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 941

#### 11 DÉCEMBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres et incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

Vu l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I et II du règlement général pour la protection du travail;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, et l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement, modifié par arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les ministres, membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Considérant l'urgence à mettre en œuvre la directive européenne du 24 juin 1982 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles;

Considérant les risques encourus, par l'homme et son environnement, lors d'accidents majeurs;

Considérant la nécessité de mettre en place une politique préventive efficace de ces accidents;

Considérant que c'est par le biais des permis d'exploiter que cette politique de prévention est la plus efficace;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Le titre Ier du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, est complété, pour la Région wallonne, par les dispositions et annexes suivantes :

### CHAPITRE III

#### *Activités industrielles présentant des risques d'accidents majeurs pour le voisinage et l'environnement Dispositions applicables en Région wallonne*

##### *Section 1. — Généralités*

Article 27bis/1. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1. **Activité industrielle :**

a) toute opération effectuée dans une installation industrielle visée à l'annexe I mettant ou pouvant mettre en jeu une ou plusieurs substances dangereuses, ainsi que le transport effectué à l'intérieur de l'établissement pour des raisons internes, et le stockage associé à cette opération à l'intérieur de l'établissement;

b) tout autre stockage effectué dans les conditions visées à l'annexe II.

2. **Autorisation d'exploitation :**

l'autorisation requise en vertu du chapitre Ier.

3. **Exploitant :**

le titulaire de l'autorisation d'exploitation.

4. **Accident majeur :**

un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion de caractère majeur, en relation avec un développement incontrôlé d'une activité industrielle, entraînant un danger grave, immédiat ou différé, pour le voisinage et/ou l'environnement, et mettant en jeu une ou plusieurs substances dangereuses.

5. **Substances dangereuses :**

a) pour l'application de la section 2, les substances généralement considérées comme répondant aux critères fixés à l'annexe IV;

b) pour l'application de la section 3, les substances figurant sur la liste de l'annexe III et de l'annexe II dans les quantités figurant à la deuxième colonne.

6. **le ministre :**

le ministre de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions.

Article 27bis/2. Sont exclues de l'application du présent chapitre :

1. les installations militaires;

2. la fabrication et le stockage séparé d'explosifs, poudres et munitions;

3. les activités d'extraction et autres activités minières.

##### *Section 2. — Dispositions générales relatives à la prévention des accidents majeurs*

Article 27bis/3. Pour toute activité industrielle définie à l'article 27bis/1, l'autorisation d'exploitation est établie de manière que l'exploitant :

— soit tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement;

— soit à même de prouver à tout moment qu'il a déterminé les risques d'accidents majeurs existants et pris les mesures de sécurité appropriées.

##### *Section 3. — Dispositions applicables à des activités industrielles présentant des risques importants d'accidents majeurs*

Article 27bis/4. § 1er. Sans préjudice des indications requises par d'autres dispositions décrétales ou réglementaires, toute demande d'autorisation d'exploitation comporte une étude de sûreté, établie aux conditions et selon les modalités prévues par la présente section, dans l'un des cas suivants :

1. lorsque, dans une activité industrielle telle que définie à l'article 27bis/1, 1-a), une ou plusieurs substances dangereuses, figurant à l'annexe III, interviennent ou sont connues comme pouvant intervenir, dans des quantités fixées à ladite annexe, notamment en tant que :

- substances stockées ou utilisées en rapport avec l'activité industrielle concernée,
- produits de la fabrication,
- sous-produits, ou,
- résidus;

2. lorsque, dans une activité industrielle telle que définie à l'article 27bis/1, 1-b), une ou plusieurs substances dangereuses, figurant à l'annexe II, sont stockées, dans des quantités fixées à la dite annexe, deuxième colonne.

§ 2. Une demande d'autorisation pour l'extension ou la transformation d'un établissement autorisé, ne doit comporter une étude de sûreté ou, à tout le moins, un document modifiant l'étude initiale, que dans la mesure où la modification de l'activité industrielle pourrait avoir des implications importantes pour les risques d'accidents majeurs.

Le Ministre peut préciser les critères permettant de déterminer la notion d'implications importantes visée à la phrase précédente.

Article 27 bis/5. § 1er. L'étude de sûreté doit comporter les éléments suivants :

1. des informations relatives aux substances figurant respectivement à l'annexe II et à l'annexe III :
  - les données et informations figurant à l'annexe V,
  - la phase de l'activité dans laquelle elles interviennent ou peuvent intervenir,
  - la quantité (ordre de grandeur),
  - le comportement chimique et/ou physique dans les conditions normales d'utilisation au cours du processus,
  - les formes sous lesquelles elles pourraient se présenter ou se transformer en cas d'anomalie prévisible,
  - les cas échéants, les autres substances dangereuses dont la présence peut avoir une influence sur le risque potentiel de l'activité industrielle en question;
2. des informations relatives aux installations :
  - l'implantation géographique des installations et les conditions météorologiques dominantes ainsi que les sources de danger imputables à la situation des lieux,
  - le nombre maximal de personnes travaillant sur le site et en particulier de celles exposées au risque,
  - une description générale des processus techniques,
  - une description des éléments de l'installation revêtant une importance du point de vue de la sécurité, des causes de risques et des conditions dans lesquelles un accident majeur peut se produire ainsi qu'une description des mesures de prévention envisagées,
  - les mesures prises pour assurer que les moyens techniques nécessaires pour garantir le fonctionnement des installations dans des conditions de sécurité et pour faire face à toute défaillance soient disponibles à tout moment;
3. des informations relatives à des situations éventuelles d'accident majeur :
  - les plans d'urgence, y compris l'équipement de sécurité, les moyens d'alerte et d'intervention prévus à l'intérieur de l'établissement en cas d'accidents majeurs,
  - toute information nécessaire aux autorités compétentes pour leur permettre d'établir des plans d'urgence à l'extérieur de l'établissement conformément à l'article 27 bis/7,
  - le nom de la personne et de ses suppléants ou l'instance qualifiée, qui sont compétents pour la sécurité et qui sont habilités à mettre en œuvre les plans d'urgence et à alerter le ministre.

§ 2. La mise à jour de l'étude de sûreté, en cas de nouvelle demande d'autorisation d'exploitation, doit tenir compte des nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité ainsi que de l'évolution des risques.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'activités industrielles pour lesquelles les quantités, par substance, fixées aux annexes II et III, selon le cas, sont dépassées dans un ensemble d'installations du même exploitant distantes de moins de 500 mètres, l'exploitant fournit les informations requises en vertu du § 1er compte tenu du fait que ces installations sont à une faible distance les unes des autres et que les risques d'accidents majeurs se trouvent par conséquent aggravés.

Article 27 bis/6. § 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 27 bis/3, l'autorité qui statue sur une demande d'autorisation pour une activité industrielle visée à la présente section, motive sa décision au regard des indications que comporte l'étude de sûreté et, en cas d'octroi de l'autorisation, impose à l'exploitant les mesures les plus appropriées en ce qui concerne les différentes opérations de l'activité industrielle pour prévenir les accidents majeurs et pour prévoir les moyens d'en limiter les conséquences.

Article 27 bis/7. L'étude de sûreté doit être mise à jour tous les trois ans, notamment afin de tenir compte des nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des risques.

Article 27 bis/8. § 1er. Sur base de l'autorisation d'exploitation et sur base de l'étude de sûreté, le Ministre arrête une décision comportant les éléments suivants :

1. La délimitation des zones de la Région wallonne susceptible d'être affectée par un accident majeur survenant dans l'établissement autorisé;
2. Les éléments constitutifs du plan d'urgence et d'intervention relatif à l'extérieur de l'établissement autorisé, dans le territoire de la Région; ces éléments sont transmis par le ministre aux autorités que l'Etat aura désignées à cet effet.

§ 2. La décision visée au 1er est notifiée à l'exploitant. Celui-ci ne peut mettre en œuvre l'autorisation d'exploitation tant qu'il n'a pas reçu notification de la décision visée au § 1er. Dans tous les cas, il peut mettre en œuvre l'autorisation quinze jours suivant celui de la réception de l'autorisation.

#### Section 4. — Informations à fournir en cas d'accident majeur

Article 27 bis/9. Dès qu'un accident majeur survient, l'exploitant de l'activité industrielle concernée est tenu :

1. d'en informer immédiatement le ministre;
2. de communiquer au ministre, dès qu'elles sont connues :
  - les circonstances de cet accident,
  - les substances dangereuses impliquées,
  - les données disponibles pour évaluer l'impact de cet accident sur la population et l'environnement,
  - les mesures d'urgence entreprises;
3. d'informer le ministre des mesures qui sont envisagées pour :
  - pallier les effets à moyen et à long terme de cet accident,
  - éviter que cet accident ne se reproduise.

## Section 5. — Dispositions transitoires

Article 27bis/10. Pour les activités industrielles qui ont fait l'objet d'une autorisation d'exploitation délivrée antérieurement à l'entrée en vigueur du présent chapitre, ou d'une demande d'autorisation d'exploitation introduite antérieurement à l'entrée en vigueur du présent chapitre et sur laquelle, à cette date, il n'a pas encore été statué, l'exploitant notifié à l'autorité compétente pour la délivrance de cette autorisation, une étude de sûreté comportant les éléments indiqués à l'article 27bis/5, au plus tard le 8 janvier 1989.

Sur base de cette étude de sûreté, le Ministre arrête la décision visée à l'article 27bis/8, § 1er, dans un délai de trois mois; dans ce cas, l'article 27bis/8, § 2, n'est pas d'application.

Art. 2. A l'article 4 de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, l'alinéa suivant est inséré entre le deuxième et le troisième alinéas, en ce qui concerne la Région wallonne :

« En ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement, le chapitre III du titre Ier du Règlement général pour la protection du travail est également applicable. L'article 27bis/1, 2<sup>o</sup> de ce Règlement est à comprendre comme visant l'autorisation requise en vertu de la présente disposition. »

Art. 3. Entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 de l'article 1er du Règlement général pour la protection du travail, il est inséré l'alinéa suivant, pour la Région wallonne :

« En Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement, il en va de même des établissements où sont mises en œuvre une ou plusieurs activités industrielles visées au chapitre III. La nomenclature et la classification arrêtées au chapitre II ne sont pas d'application, dans la mesure où elles concernent des établissements visés à la phrase précédente. Pour l'application du présent règlement, ces établissements sont considérés comme étant de première classe. »

Art. 4. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 décembre 1986.

M. WATHELET,

Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel

D. DUCARME,

Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne

## INSTALLATIONS INDUSTRIELLES VISEES A L'ARTICLE 27bis/1

1. — Installations de production ou de transformation des substances chimiques, organiques ou inorganiques, utilisant à cette fin notamment :
  - les procédés d'alkylation;
  - les procédés d'amination par l'ammoniac;
  - les procédés de carbonylation;
  - les procédés de condensation;
  - les procédés de déshydrogénation;
  - les procédés d'estérification;
  - les procédés d'halogénéation et de fabrication des halogènes;
  - les procédés d'hydrogénation;
  - les procédés d'hydrolyse;
  - les procédés d'oxydation;
  - les procédés de polymérisation;
  - les procédés de sulfonation
  - les procédés de désulfuration, de fabrication et de transformation des dérivés du soufre;
  - les procédés de nitration et de fabrication des dérivés azotés;
  - les procédés de fabrication des dérivés du phosphore;
  - la formulation de pesticides et de produits pharmaceutiques.
- Installations de traitement des substances chimiques, organiques ou inorganiques, utilisant à cette fin notamment :
  - les procédés de distillation;
  - les procédés d'extraction;
  - les procédés de solvation;
  - les procédés de mélange
2. Installations pour la distillation ou le raffinage ou tout autre mode de transformation du pétrole ou des produits pétroliers.
3. Installations destinées à permettre l'élimination totale ou partielle des substances solides ou liquides par combustion ou par décomposition chimique.
4. Installations de production ou de transformation de gaz produisant de l'énergie, par exemple, de gaz de pétrole liquéfié, de gaz naturel liquéfié et de gaz naturel de synthèse.
5. Installations pour la distillation sèche du charbon et du lignite.
6. Installations pour la production de métaux ou de non-métaux par voie humide ou au moyen de l'énergie électrique.

STOCKAGE DANS DES INSTALLATIONS AUTRES QUE CELLES VISEES A L'ANNEXE I  
(STOCKAGE SEPRE)

Les quantités figurant ci-dessous s'entendent par installation ou par ensemble d'installations du même fabricant lorsque la distance entre les installations n'est pas suffisante pour éviter, dans des circonstances prévisibles, toute aggravation des risques d'accidents majeurs. En tout cas, ces quantités s'entendent par ensemble d'installations du même fabricant si la distance entre les installations est inférieure à environ 500 mètres :

Substances ou catégories de substances	Quantités (t) ≥	
	Pour l'application des articles 3 et 4	Pour l'application de l'article 5
1. Gaz inflammables conformément à l'annexe IV sous c) sous i)	50	300 (*)
2. Liquides hautement inflammables conformément à l'annexe IV sous c) sous ii)	10 000	100 000
3. Acrylonitrile	350	5 000
4. Ammoniac	60	600
5. Chlore	10	200
6. Dioxyde de soufre	20	500
7. Nitrate d'ammonium	500 (*)	5 000 (*)
8. Chlorate de sodium	25	250 (*)
9. Oxygène liquide	200	2 000 (*)

(\*) Les Etats-membres peuvent, à titre provisoire, appliquer l'article 5 à partir de 500 t jusqu'à la révision de l'annexe II visée à l'article 19.

(\*) Dans la mesure où son état confère à cette substance des propriétés susceptibles de créer un risque d'accident majeur.

LISTE DE SUBSTANCES POUR L'APPLICATION DE LA SECTION 3

Les quantités figurant ci-dessous s'entendent par installation ou par ensemble d'installations du même fabricant lorsque la distance entre les installations n'est pas suffisante pour éviter, dans des circonstances prévisibles, toute aggravation des risques d'accidents majeurs. En tout cas, ces quantités s'entendent par ensemble d'installations du même fabricant si la distance entre les installations est inférieure à environ 500 mètres :

Dénomination	Quantité (≥)	N° CAS	N° CEE
1. 4-Aminodiphényle	1 kg	92-67-1	
2. Benzidine	1 kg	92-87-5	612-042-00-2
3. Sels de benzidine	1 kg		
4. Diméthylnitrosamine	1 kg	62-75-9	
5. 2-Naphthylamine	1 kg	91-59-8	612-022-00-3
6. Béryllium (poudres et/ou composés)	10 kg		
7. Oxyde de bis-(chlorométhyle)	1 kg	542-88-1	603-046-00-5
8. 1,3-Propanesultone	1 kg	1120-71-4	
9. 2,3,7,8-Tetrachlorodibenzo-p-dioxine (TCDD)	1 kg	1746-01-6	
10. Pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsénique et ses sels	500 kg		
11. Trioxyde d'arsenic, acide (III) arsénieux et ses sels	100 kg		
12. Hydrogène arséné (Arsine)	10 kg	7784-42-1	
13. Chlorure de N,N-diméthylcarbamoyl	1 kg	79-44-7	
14. N-chloroformyl-morpholine	1 kg	15159-40-7	
15. Dichlorure de carbonyle (Phosgène)	20 t	75-44-5	006-002-00-8
16. Chlore	50 t	7782-50-5	017-001-00-7
17. Sulfure d'hydrogène	50 t	7783-06-04	016-001-00-4
18. Acrylonitrile	200 t	107-13-1	608-003-00-4
19. Cyanure d'hydrogène	20 t	74-90-8	006-006-00-X
20. Sulfure de carbone	200 t	75-15-0	006-003-00-3
21. Brome	500 t	7726-95-8	035-001-00-5
22. Ammoniac	500 t	7664-41-7	007-001-00-5
23. Acétylène (Ethyne)	50 t	74-86-2	601-015-00-0
24. Hydrogène	50 t	1333-74-0	001-001-00-9
25. Oxyde d'éthylène	50 t	75-21-8	603-023-00-X
26. Oxyde de propylène	50 t	75-56-9	603-055-00-4
27. 2-Cyano-2-propanol (acétone cyanhydrine)	200 t	75-86-5	608-004-00-X
28. 2-Propénaol (Acroléine)	200 t	107-02-8	605-008-00-3
29. 2-Propène-1-ol (Alcool allylique)	200 t	107-18-6	603-015-00-6
30. Allylamine	200 t	107-11-9	612-046-00-4
31. Hydrure d'antimoine (Stibine)	100 kg	7803-52-3	

Dénomination	Quantité (≥)	N° CAS	N° CEE
32. Ethylèneimine	50 t	151-56-4	613-001-00-1
33. Formaldéhyde (concentration ≥ 90 %)	50 t	50-00-0	605-001-01-2
34. Hydrogène phosphoré (Phosphine)	100 kg	7803-51-2	
35. Bromométhane (Bromure de méthyle)	200 t	74-83-9	602-002-00-3
36. Isocyanate de méthyle	1 t	624-83-9	615-001-00-7
37. Oxydes d'azote	50 t	11104-93-1	
38. Sélénite de sodium	100 kg	10102-18-8	
39. Sulfure de bis-(2-chloroéthyle)	1 kg	505-60-2	
40. Phosacétim	100 kg	4104-14-7	015-092-00-8
41. Plomb tétraéthyle	50 t	78-00-2	
42. Plomb tetraméthyle	50 t	75-74-1	
43. Promurit (3,4-dichlorophényl azothiourée)	100 kg	5836-73-7	
44. Chlorfenvinphos	100 kg	470-90-6	015-071-00-3
45. Crimidine	100 kg	535-89-7	613-004-00-8
46. Ether méthylique monochloré	1 kg	107-30-2	
47. Diméthylamide de l'acide cyanophosphorique	1 t	63917-41-9	
48. Carbo-phénouthion	100 kg	786-19-6	015-044-00-8
49. Dialiphos	100 kg	10311-84-9	015-088-00-8
50. Cyanthoathe	100 kg	3734-95-0	015-070-00-8
51. Amiton	1 kg	78-53-5	
52. Oxydisulfoton	100 kg	2497-07-6	015-096-00-X
53. Thiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(éthylsufinyl-méthyle)	100 kg	2588-05-8	
54. Thiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(éthylsulfonil-méthyle)	100 kg	2588-06-9	
55. Disulfoton	100 kg	298-04-4	015-060-00-3
56. Déméton	100 kg	8065-48-3	
57. Phorate	100 kg	298-02-2	015-033-00-6
58. Thiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(éthylthio-méthyle)	100 kg	2600-89-3	
59. Dithiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(isopropyl-thio-méthyle)	100 kg	78-52-4	
60. Pirazoxone	100 kg	108-34-9	015-023-00-1
61. Fensulfotion	100 kg	115-90-2	015-090-00-7
62. Paraoxone (phosphate de 0,0-diéthyle et de 0-p-nitro-phenyl)	100 kg	311-45-5	
63. Parathion	100 kg	56-38-2	015-034-00-1
64. Azinphos-éthyl	100 kg	2642-71-9	015-056-00-1
65. Dithiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(propyl-thio-méthyle)	100 kg	3309-66-0	
66. Thionazin	100 kg	297-97-2	
67. Carbofuran	100 kg	1563-66-2	006-026-00-9
68. Phosphamidon	100 kg	13171-21-6	015-022-00-6
69. Tirpate (2,4-diméthyl-1,3, dithiolane-2 carboxaldehyde-0-(méthylcarbamoyl) oxime	100 kg	26419-73-8	
70. Mévinphos	100 kg	7786-34-7	015-020-00-5
71. Parathion-méthyl	100 kg	298-00-0	015-035-00-7
72. Azinphos-méthyl	100 kg	36-50-0	015-039-00-9
73. Cycloheximide	100 kg	66-81-9	
74. Diphacinone	100 kg	82-66-8	
75. Tétraméthylène disulfotétramine	1 kg	80-12-6	
76. EPN	100 kg	2104-64-5	015-036-00-2
77. Acide 4-fluorobutyrique	1 kg	462-23-7	
78. Sels de l'acide 4-fluorobutyrique	1 kg		
79. Esters de l'acide 4-fluorobutyrique	1 kg		
80. Amides de l'acide 4-fluorobutyrique	1 kg		
81. Acide 4-Fluorocrotonique	1 kg	37759-72-1	
82. Sels de l'acide 4-fluorocrotonique	1 kg		
83. Esters de l'acide 4-fluorocrotonique	1 kg		
84. Amides de l'acide 4-fluorocrotonique	1 kg		
85. Acide fluoroacétique	1 kg	144-49-0	607-081-00-7
86. Sels de l'acide fluoroacétique	1 kg		
87. Esters de l'acide fluoroacétique	1 kg		
88. Amides de l'acide fluoroacétique	1 kg		
89. Fluénetil	100 kg	4301-50-2	607-078-00-0
90. Acide 4-fluoro-2-hydroxybutyrique	1 kg		
91. Sels de l'acide 4-fluoro-2-hydroxybutyrique	1 kg		
92. Esters de l'acide 4-fluoro-2-hydroxybutyrique	1 kg		
93. Amides de l'acide 4-fluoro-2-hydroxybutyrique	1 kg		
94. Acide fluorhydrique	50 t	7664-39-3	009-002-00-6
95. Hydroxyacétonitrile (Nitrile de l'acide glycolique)	100 kg	107-16-4	
96. 1,2,3,7,8,9-hexachlorodibenzo-p-dioxine	100 kg	19408-74-3	
97. Isodrine	100 kg	465-73-6	602-050-00-4

Dénomination	Quantité (≥)	N° CAS	N° CEE
98. Hexaméthylphosphotriamide	1 kg	680-31-9	
99. Juglon (5-hydroxy-1,4-naphtoquinone)	100 kg	481-39-0	
100. Coumafène (Warfarin)	100 kg	81-81-2	607-056-00-0
101. 4,4-méthylène-bis (2-chloroaniline)	10 kg	101-14-4	
102. Diéthion	100 kg	563-12-2	015-047-00-2
103. Aldicarbe	100 kg	118-08-3	006-017-00-X
104. Tétracarbonylnickel (Nickel carbonyle)	10 kg	13463-39-3	028-001-00-1
105. Isobenzan	100 kg	297-78-9	602-053-00-0
106. Pentaborane	100 kg	19624-22-7	
107. Diacétate de 1-propène-2-chloro-1,3-diol	10 kg	10118-72-6	
108. Propylèneimine	50 t	75-55-8	
109. Difluorure d'oxygène	10 kg	7783-41-7	
110. Dichlorure de soufre	1 t	10545-99-0	016-013-00-X
111. Hexafluorure de sélénium	10 kg	7783-79-1	
112. Hydrogène sélénis	10 kg	7783-07-5	
113. TEPP	100 kg	107-49-3	015-025-00-2
114. Sulfotep	100 kg	3689-24-5	015-027-00-3
115. Dimefox	100 kg	115-26-4	015-061-00-9
116. Tricyclohexylstannyl-1H-1,2,4-triazole	100 kg	41083-11-8	
117. Triéthylèneméline	10 kg	51-18-3	
118. Cobalt (poudres et/ou composés)	100 kg		
119. Nickel (poudres et/ou composés)	100 kg		
120. Anabasine	100 kg	494-52-0	
121. Hexafluorure de tellure	100 kg	7783-80-4	
122. Chlorure de trichlorométhylsulfényle	100 kg	594-42-3	
123. 1,2-Dibromoéthane (Bromure d'éthylène)	50 t	106-93-4	602-010-00-6
124. Substances inflammables conformément à l'annexe IV, c), i)	200 t		
125. Substances inflammables conformément à l'annexe IV, c), ii)	50 000 t		
126. Diazodinitrophénol	10 t	7008-81-3	
127. Dinitrate de diéthylèneglycol	10 t	693-21-0	603-033-00-4
128. Sels de dinitrophénol	50 t		609-017-00-3
129. 1-Guanyl-4-nitrosamino-guanyl-1-tetrazene	10 t	109-27-3	
130. Bis 2,4,6-trinitrophényl) amine	50 t	131-73-7	612-018-00-1
131. Nitrate d'hydrazine	50 t	13484-97-6	
132. Nitroglycérine	10 t	55-63-0	603-034-00-X
133. Tétranitrate de pentaérythritol	50 t	78-11-5	603-035-00-5
134. Cyclotriméthylène-trinitramine	50 t	121-82-4	
135. Trinitroaniline	50 t	26952-42-1	
136. 2,4,6-Trinitroanisole	50 t	606-35-9	609-011-00-0
137. Trinitrobenzène	50 t	25377-32-6	609-005-00-8
138. Acide trinitrobenzoïque	50 t	35880-50-5 129-66-8	
139. Chlorotrinitrobenzène	50 t	28260-61-9	610-004-00-X
140. N-Méthyl-2,4,6-N-Tetranitroaniline	50 t	479-45-8	612-017-00-6
141. 2,4,6-Trinitrophénol (acide picrique)	50 t	88-89-1	609-009-00-X
142. Trinitrocrésol	50 t	28905-71-7	609-012-00-8
143. 2,4,6-Trinitrophénétol	50 t	4732-14-3	
144. 2,4,6-Trinitrorésorcinol (acide styphnique)	50 t	82-71-3	609-018-00-9
145. 2,4,6-Trinitrotoluène	50 t	118-96-7	609-008-00-4
146. Nitrate d'ammonium (1)	5 000 t	6484-52-2	
147. Nitrocellulose (contenant plus de 12,6 % d'azote)	100 t	9004-70-0	603-037-00-6
148. Dioxyde de soufre	1 000 t	7446-09-05	016-011-00-9
149. Acide chlorhydrique (gaz liquéfié)	250 t	7647-01-0	017-002-00-2
150. Substances inflammables conformément à l'annexe IV, c), iii)	200 t		
151. Chlorate de sodium (1)	250 t	7775-09-9	017-005-00-9
152. Peroxyacétate de tertio-butyle (concentration ≥ 70 %)	50 t	107-71-1	
153. Peroxyisobutyrate de tertio-butyle (concentration ≥ 80 %)	50 t	109-13-7	
154. Peroxymaléate de tertio-butyle (concentration ≥ 80 %)	50 t	1931-62-0	
155. Peroxyisopropylcarbonate de tertio-butyle (concentration ≥ 80 %)	50 t	2372-21-6	
156. Peroxydicarbonate de dibenzyle (concentration ≥ 80 %)	50 t	2144-45-8	
157. Peroxybutane de 2,2-bis tertio-butyle (concentration ≥ 70 %)	50 t	2167-23-9	
158. Peroxycyclohexane de 1,1-bis tertio-butyle (concentration ≥ 80 %)	50 t	3006-86-8	
159. Peroxydicarbonate de di-s-butyle (concentration ≥ 80 %)	50 t	19910-85-7	
160. 2,2-dihydroperoxypropane (concentration ≥ 30 %)	50 t	2614-76-8	
161. Peroxydicarbonate de di-n-propyl (concentration ≥ 80 %)	50 t	18066-38-9	

Dénomination	Quantité (≥)	N° CAS	N° CEE
162. 3,3,6,6,9,9-hexaméthyl-1,2,4,5-tetroxacyclononane (concentration ≥ 75 %)	50 t	22397-33-7	
163. Peroxyde de méthyléthylcétone (concentration ≥ 60 %)	50 t	1338-23-4	
164. Peroxyde de méthylisobutylcétone (concentration ≥ 60 %)	50 t	37206-20-5	
165. Acide peracétique (concentration ≥ 60 %)	50 t	79-21-0	607-004-00-8
166. Azoture de plomb	50 t	13424-46-9	082-003-00-7
167. 2,4,6-Trinitrorésorcinate de plomb (Tricinate)	50 t	15245-44-0	609-019-00-4
168. Fulminate de mercure	10 t	20820-45-5 628-86-4	080-005-00-2
169. Cyclotétraméthylène tetranitramine	50 t	2691-41-0	
170. 2,2,4,4,6,6-Hexanitrostilbène	50 t	20062-22-0	
171. 1,3,5-Triamino-2,4,6-trinitrobenzène	50 t	3058-36-6	
172. Dinitrate de glycol	10 t	628-96-6	603-032-00-9
173. Nitrate d'éthyle	50 t	625-58-1	007-007-00-8
174. Picramate de sodium	50 t	831-52-7	
175. Azoture de baryum	50 t	16810-58-7	
176. Peroxyde de diisobutyle (concentration ≥ 50 %)	50 t	3437-84-1	
177. Peroxydicarbonate d'éthyle (concentration ≥ 30 %)	50 t	14666-78-5	
178. Peroxypivalate de tertibutyle (concentration ≥ 77 %)	50 t	927-07-1	

(<sup>1</sup>) Dans la mesure où son état confère à cette substance des propriétés susceptibles de créer un risque d'accident majeur.

NB. Les numéros CEE correspondent à ceux de la directive 67/548/CEE, y compris ses modifications.

#### CRITERES INDICATIFS

##### a) Substances très toxiques :

- substances qui correspondent à la première ligne du tableau ci-dessous,
- substances qui correspondent à la deuxième ligne du tableau ci-dessous et qui, en raison de leurs propriétés physiques et chimiques peuvent entraîner des risques d'accidents majeurs analogues à ceux entraînés par les substances de la première ligne.

	DL 50 (oral) ( <sup>1</sup> ) mg/kg poids corporel	DL 50 (cutané) ( <sup>2</sup> ) mg/kg poids corporel	CL 50 (inhalatoire) ( <sup>3</sup> ) mg/l
1	DL 50 ≤ 5	DL 50 ≤ 10	CL 50 ≤ 0,1
2	5 < DL 50 ≤ 25	10 < DL 50 ≤ 50	0,1 < CL 50 ≤ 0,5

(<sup>1</sup>) DL 50 par voie orale chez le rat.

(<sup>2</sup>) DL 50 par voie cutanée chez le rat ou le lapin.

(<sup>3</sup>) CL 50 par inhalation (4 heures) chez le rat.

##### b) Autres substances toxiques :

les substances qui présentent les valeurs suivantes de toxicité aiguë et qui ont des propriétés physiques et chimiques pouvant entraîner des risques d'accidents graves :

DL 50 (oral) ( <sup>1</sup> ) mg/kg poids corporel	DL 50 (cutané) ( <sup>2</sup> ) mg/kg poids corporel	CL 50 (inhalatoire) ( <sup>3</sup> ) mg/l
25 < DL 50 ≤ 200	50 < DL 50 ≤ 400	0,5 < CL 50 ≤ 2

(<sup>1</sup>) DL 50 par voie orale chez le rat.

(<sup>2</sup>) DL 50 par voie cutanée chez le rat ou le lapin.

(<sup>3</sup>) CL 50 par inhalation (4 heures) chez le rat.



- c) Substances inflammables
- i) *gaz inflammables*:  
substances qui, à l'état gazeux à la pression normale et mélangées à l'air, deviennent inflammables et dont le point d'ébullition est égal ou inférieur à 20 °C à la pression normale;
  - ii) *liquides hautement inflammables*:  
substances dont le point d'éclair est inférieur à 21 °C et dont le point d'ébullition est supérieur à 20 °C à la pression normale;
  - iii) substances dont le point d'éclair est inférieur à 55 °C et qui restent à l'état liquide sous l'effet d'une pression, dans la mesure où certains modes de traitement tels que pression et température élevées peuvent entraîner des risques d'accidents graves.
- d) Substances explosibles:  
substances qui peuvent exploser sous l'effet de la flamme ou qui sont plus sensibles aux chocs ou aux frottement que le diméthylbenzène.

**DONNEES ET INFORMATIONS A FOURNIR DANS LE CADRE DE L'ETUDE DE SURETE  
PREVUE A LA SECTION 3**

S'il n'est pas possible ou s'il n'apparaît pas nécessaire d'apporter une réponse aux informations demandées ci-dessous, les raisons devront en être indiquées.

1. IDENTITE DE LA SUBSTANCE
  - Nom chimique**
  - Numéro CAS**
  - Nom suivant la nomenclature de l'UICPA**
  - Autres noms**
  - Formule empirique**
  - Composition de la substance**
  - Degré de pureté**
  - Impuretés principales et pourcentages relatifs**
  - Méthodes de détection et de détermination disponibles pour l'installation**
  - Description des méthodes utilisées ou références à la littérature scientifique**
  - Méthodes et précautions relatives à la manipulation, au stockage et à l'incendie prévues par le fabricant**
  - Mesures d'urgence en cas de dispersion accidentelle prévues par le fabricant**
  - Moyens à la disposition du fabricant pour rendre inoffensive la substance**
2. BREVES INDICATIONS SUR LES RISQUES
  - pour l'homme :
    - immédiats .....
    - différés .....
  - pour l'environnement :
    - immédiats .....
    - différés .....

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 941

**11. DEZEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive  
über die Gefahren schwerer Unfälle bei bestimmten Industrietätigkeiten**

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Kontrolle der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel;  
 Aufgrund des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946, der die Titel I und II der allgemeinen Arbeitsschutzordnung genehmigt;  
 Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle und des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, insbesondere der Artikels 4;  
 Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung ihrer Arbeitsweise, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 23. Dezember 1985;  
 Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;  
 Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;  
 In der Erwägung, daß die europäische Richtlinie vom 24. Juni 1982 über die Gefahren schwerer Unfälle bei bestimmten Industrietätigkeiten dringend ausgeführt werden muß;  
 Aufgrund der Gefahren, denen der Mensch und seine Umgebung bei schweren Unfällen ausgesetzt sind;  
 In der Erwägung, daß es notwendig ist, eine wirksame Politik zur Verhütung dieser Unfälle einzuführen;  
 In der Erwägung, daß diese Politik zur Unfallverhütung auf dem Umweg über die Betriebsgenehmigung am wirksamsten ist;  
 Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft,

Beschliesst die Wallonischen Regionalexekutive :

**Artikel I.** Titel I der allgemeinen Arbeitsschutzordnung, der durch den Regentenerlaß vom 11. Februar 1946 genehmigt worden ist, wird für die Wallonische Region durch folgende Bestimmungen und Anhänge ergänzt :

• **KAPITEL III. — Industrietätigkeiten, bei denen die Gefahr schwerer Unfälle für die Nachbarschaft und die Umwelt besteht. Bestimmungen, die in der Wallonischen Region Anwendung finden.** »

#### *Abschnitt 1. — Allgemeines*

Artikel 27 bis/1. Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels versteht man unter :

1. Industrietätigkeiten :
  - alle Tätigkeiten in Industrieanlagen gemäß Anhang I, einschließlich der Transporte innerhalb des Betriebs für betriebsinterne Zwecke und der dazugehörigen Lagerungen innerhalb des Betriebs, für betriebsinterne Zwecke und der dazugehörigen Lagerungen innerhalb des Betriebs, bei denen ein gefährlicher Stoff oder mehrere gefährliche Stoffe eingesetzt werden oder anfallen können;
  - jede sonstige Lagerung unter den in Anhang II festgelegten Bedingungen;
2. Betriebsgenehmigung : die aufgrund von Kapitel I erforderliche Genehmigung;
3. Betreiber :
  - der Inhaber einer Betriebsgenehmigung;
4. schweren Unfällen : ein im Zusammenhang mit einer unkontrollierten Entwicklung einer Industrietätigkeit auftretendes Ereignis, wie größere Emissionen, Brände oder Explosionen, die sofort oder später eine ernste Gefahr für die Nachbarschaft und/oder für die Umwelt zur Folge haben und bei denen ein gefährlicher Stoff oder mehrere gefährliche Stoffe eingesetzt werden oder anfallen;
5. gefährlichen Stoffen :
  - a) für die Anwendung von Abschnitt 2 : diejenigen Stoffe, die in der Regel als den Kriterien des Anhangs IV entsprechend betrachtet werden;
  - b) für die Anwendung von Abschnitt 3 : diejenigen Stoffe, die in der Liste in Anhang III und Anhang II in den in Spalte 2 genannten Mengen aufgeführt sind;
6. Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Artikel 27 bis/2. Vorliegendes Kapitel findet keine Anwendung auf :

1. die militärischen Anlagen;
2. die Herstellung und getrennte Lagerung von Sprengstoff, Schießpulver und Munition;
3. die Abbau — sowie sonstige Bergbautätigkeiten.

#### *Abschnitt 2. — Allgemeine Bestimmungen betreffend die Verhütung von schweren Unfällen*

Artikel 27 bis/3. Für jede in Artikel 27 bis/1 definierte Industrietätigkeit muß die Betriebsgenehmigung so aufgestellt werden, daß der Betreiber :

- alle notwendigen Maßnahmen ergreifen muß, um schwere Unfälle zu verhüten und deren Folgen für Mensch und Umwelt zu begrenzen;
- zu jeder Zeit nachweisen kann, daß er die bestehenden Gefahren schwerer Unfälle bestimmt hat, und die geeigneten Sicherheitsvorkehrungen getroffen hat.

#### *Abschnitt 3. — Bestimmungen, die auf die Industrietätigkeiten Anwendung finden, bei denen große Gefahren schwerer Unfälle bestehen*

Artikel 27 bis/4. § 1. Unbeschadet der Angaben, die durch andere Dekrets- oder Verordnungsbestimmungen verlangt werden, muß jeder Antrag auf Betriebsgenehmigung eine Sicherheitsuntersuchung umfassen, die gemäß den durch vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten ausgearbeitet worden ist,

1. wenn bei einer Industrietätigkeit im Sinne des Artikels 27 bis 1, 1-a) ein gefährlicher Stoff oder mehrere gefährliche Stoffe gemäß Anhang III in den in diesem Anhang festgelegten Mengen eingesetzt werden oder anfallen können, insbesondere als :

- im Zusammenhang mit der betreffenden Industrietätigkeit gelagerte oder verwendete Stoffe,
- Erdprodukte,
- Nebenprodukte oder,
- Rückstände;

2. oder wenn bei einer Industrietätigkeit im Sinne des Artikels 27 bis/1, 1-b) ein gefährlicher Stoff oder mehrere gefährliche Stoffe, die in Anhang II aufgeführt sind, in den in Spalte 2 dieses Anhangs festgelegten Mengen gelagert werden.

§ 2. Ein Genehmigungsantrag für den Ausbau oder den Umbau eines zugelassenen Betriebs muß eine Sicherheitsuntersuchung oder — zumindest — ein Dokument zur Abänderung der ursprünglichen Untersuchung umfassen, sofern die Änderung der Industrietätigkeit bedeutende Auswirkungen auf die Gefahren schwerer Unfälle haben könnte.

Der Minister kann die Kriterien angeben, durch die man den im letzten Satz erwähnten Begriff « bedeutende Auswirkungen » näher bestimmen kann.

Artikel 27 bis/5. § 1. Die Sicherheitsuntersuchung muß folgende Angaben enthalten :

1. Informationen über die in Anhang II bzw. Anhang III genannten Stoffe :
  - die in Anhang V aufgeführten Angaben und Informationen,
  - Stadium der Tätigkeit, in der sie eingesetzt werden oder anfallen können,
  - Menge (Größenordnung),
  - chemisches und/oder physikalisches Verhalten im Produktions/prozeß bei bestimmungsgemäßem Betrieb,
  - Formen, die sie im Falle vorhersehbarer Fehlentwicklungen annehmen oder in die sie sich umwandeln können,
  - gegebenenfalls die anderen gefährlichen Stoffe, deren Vorhandensein sich auf die potentielle Gefahr der betreffenden Industrietätigkeit auswirken kann;
2. Informationen über die Anlagen :
  - geographischer Standort der Anlagen und vorherrschende Witterungsverhältnisse sowie umgebungsbedingte Gefahrenquellen,
  - Höchstzahl der auf dem Betriebsgelände beschäftigten und insbesondere der gefährdeten Personen,
  - allgemeine Beschreibung der technologischen Prozesse,
  - Beschreibung der sicherheitstechnisch bedeutsamen Anlagenteile, der Gefahrenquellen und der Voraussetzungen, unter denen ein schwerer Unfall eintreten kann, sowie der geplanten Verhütungsmaßnahmen,
  - Maßnahmen, die getroffen wurden, damit die technischen Mittel, die erforderlich sind, um den sicheren Betrieb der Anlagen zu gewährleisten und jegliche Mängel zu beheben, jederzeit zur Verfügung stehen;
3. Informationen über mögliche Situationen schwerer Unfälle :
  - Alarmpläne, einschließlich der Sicherheitsausstattung, der Alarmsysteme und der Hilfsmittel, die bei schweren Unfällen innerhalb des Betriebs vorgesehen sind,
  - alle Informationen, die die zuständigen Behörden benötigen, um außerhalb des Betriebs Alarm- und Gefahrenabwehrpläne nach Artikel 27 bis/7 aufstellen zu können,
  - Name der Person und ihrer Stellvertreter bzw. zuständige Stelle, die mit der Sicherheit beauftragt und befugt sind, die Alarm- und Gefahrenabwehrpläne durchzuführen und den Minister zu alarmieren.

§ 2. Bei einem neuen Antrag auf Betriebsgenehmigung muß die Ergänzung der Sicherheitsuntersuchung den neuen technischen Erkenntnissen im Bereich der Sicherheit sowie der Entwicklung der Gefahren Rechnung tragen.

§ 3. Handelt es sich um Industrietätigkeiten, bei denen die je nach Fall in Anhang II oder III für die einzelnen Substanzen festgelegten Mengen in einem Komplex von weniger als 500 m voneinander entfernten Anlagen ein und desselben Betreibers überschritten werden, so muß der Betreiber die Informationen liefern, die unter Berücksichtigung der Tatsache, daß diese Anlagen nahe beieinander gelegen sind und die Gefahren schwerer Unfälle dadurch erhöht werden, aufgrund von § 1 erforderlich sind.

Artikel 27 bis/6. § 2. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 27 bis/3 muß die Behörde, die über einen Genehmigungsantrag für eine Industrietätigkeit im Sinne des vorliegenden Abschnitts entscheidet, ihren Beschluß aufgrund der Angaben begründen, die in der Sicherheitsuntersuchung enthalten sind, bei einer Erteilung der Genehmigung erlegt sie dem Betreiber die geeignetsten Maßnahmen in Bezug auf die verschiedenen Vorgänge der Industrietätigkeit auf, um die schweren Unfälle zu verhüten und um die Mittel zur Begrenzung ihrer Folgen vorzusehen.

Artikel 27 bis/7. Die Sicherheitsuntersuchung ist alle drei Jahre auf den neuesten Stand zu bringen, um insbesondere neuen technischen Erkenntnissen im Bereich der Sicherheit sowie der Entwicklung der Kenntnisse in der Gefahrenbeurteilung Rechnung zu tragen.

Artikel 27 bis/8. § 1. Aufgrund der Betriebsgenehmigung und der Sicherheitsuntersuchung faßt der Minister einen Beschluß, der folgende Angaben enthält :

1. die Abgrenzung der Zonen der Wallonischen Region, die von einem schweren Unfall innerhalb des zugelassenen Betriebs betroffen werden könnten;
2. die Bestandteile eines Alarm- und Gefahrenabwehrplans für die Umgebung des zugelassenen Betriebs auf dem Gebiet der Region; der Minister leitet diese Angaben an die Behörde weiter, die zu diesem Zweck vom Staat bestimmt worden ist.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Beschluß wird dem Betreiber zugestellt. Dieser darf von der Betriebsgenehmigung keinen Gebrauch machen, solange er die in § 1 erwähnte Zustellung des Beschlusses nicht erhalten hat. Er darf die Genehmigung auf jeden Fall fünfzehn Tage nach demjenigen des Empfangs der Genehmigung gebrauchen.

#### Abschnitt 4. — Informationen, die im Falle eines schweren Unfalls mitgeteilt werden müssen

Artikel 27 bis/9. Sobald sich ein schwerer Unfall ereignet, muß der Betreiber der betreffenden Industrietätigkeit :

1. umgehend den Minister unterrichten;
2. ihm, sobald sie bekannt sind :
  - die Umstände des Unfalls,
  - die eingesetzten oder angefallenen gefährlichen Stoffe,
  - die verfügbaren Angaben zur Beurteilung der Auswirkungen des Unfalls auf die Bevölkerung und die Umwelt,
  - die eingeleiteten Sofortmaßnahmen mitteilen;
3. den Minister über die Maßnahmen unterrichten, die vorgesehen sind, um :
  - mittel- und langfristig die Auswirkungen des Unfalls zu beseitigen,
  - zu verhindern, daß sich dieser Unfall wiederholt.

#### Abschnitt 5. — Übergangsbestimmungen

Artikel 27 bis/10. Was die Industrietätigkeiten betrifft, für die eine Betriebsgenehmigung vor Inkrafttreten des vorliegenden Kapitels erteilt worden ist oder für die ein Antrag auf Betriebsgenehmigung vor Inkrafttreten dieses Kapitels gestellt worden ist und über den bis zu diesem Tage noch nicht entschieden worden ist, muß der Betreiber spätestens am 8. Januar 1989 der für die Erteilung dieser Genehmigung zuständigen Behörde eine Sicherheitsuntersuchung zustellen, die die in Artikel 27 bis/5 erwähnten Angaben enthält.

Aufgrund dieser Sicherheitsuntersuchung faßt der Minister den in Artikel 27 bis/8, § 1 erwähnten Beschluß binnen drei Monaten; in diesem Falle findet Artikel 27 bis/8, § 2 keine Anwendung.

**Art. 2.** Was die Wallonische Region betrifft, wird folgender Absatz in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, zwischen Absatz 2 und Absatz 3 eingefügt:

« Was den Schutz der Nachbarschaft und der Umwelt betrifft, findet Kapitel III des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung ebenfalls Anwendung. In Artikel 27bis/1, Punkt 2 dieser Ordnung ist die aufgrund der vorliegenden Bestimmung erforderlichen Genehmigung gemeint. »

**Art. 3.** Für die Wallonische Region wird folgender Absatz zwischen Absatz 2 und Absatz 3 des Artikels 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung eingefügt:

« Was den Schutz der Nachbarschaft und der Umwelt betrifft, so gilt dies in der Wallonischen Region auch für die Betriebe, wo eine oder mehrere der in Kapitel III gemeinten Industrietätigkeiten durchgeführt werden. Die Nomenklatur und die Einteilung, die in Kapitel II festgelegt sind, finden keine Anwendung, insofern sie die im vorangehenden Satz erwähnten Betriebe betreffen. Für die Anwendung der vorliegenden Ordnung werden diese Betriebe als Betriebe der ersten Klasse betrachtet. »

**Art. 4.** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 11. Dezember 1986.

M. WATHELET,

Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal

D. DUCARME,

Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region

#### INDUSTRIEANLAGEN IM SINNE VON ARTIKEL 27bis/1

1. — Anlagen zur Herstellung oder Umwandlung organischer oder anorganischer chemischer Stoffe; die insbesondere für folgende Vorgänge dienen :
  - Alkylierung;
  - Aminierung mit Ammoniak;
  - Carbonylierung;
  - Kondensation;
  - Dehydrierung;
  - Veresterung;
  - Halogenierung;
  - Hydrierung;
  - Hydrolyse;
  - Oxydation;
  - Polymerisation;
  - Sulfonierung;
  - Entschwefelung, Synthese und Umwandlung von Schwefelverbindungen;
  - Nitrierung und Synthese von Stickstoffverbindungen;
  - Synthese von Phosphorverbindungen;
  - Formulierung von Schädlingsbekämpfungsmitteln und Arzneimitteln.
- Anlagen zur Behandlung oder anorganischer oder anorganischer chemischer Stoffe, die insbesondere für folgende Vorgänge dienen :
  - Destillation;
  - Extraktion;
  - Solvatation;
  - Mischen.
2. Anlagen zur Destillation, Raffination oder sonstigen Be- und Verarbeitung von Rohöl oder Rohölerzeugnissen.
3. Anlagen zur vollständigen oder teilweisen Beseitigung fester oder flüssiger Stoffe durch Verbrennung oder thermische Zersetzung.
4. Anlagen zur Herstellung oder Verarbeitung als Energieträger dienender Gase wie verflüssigtes Petroleumgas, verflüssigtes Erdgas, synthetisches Erdgas.
5. Anlagen zur Trockendestillation von Kohle und Braunkohle.
6. Anlagen zur Herstellung von Metallen oder Nicht-Metallen durch Naßverfahren oder auf elektrischem Wege.

LAGERUNG IN ANDEREN ALS DEN IN ANHANG 1 GENANNTEN ANLAGEN  
(GETRENNTE LAGERUNG)

Die nachstehenden Mengenangaben gelten für eine Anlage oder einen Komplex aus mehreren Anlagen des gleichen Betreibers, wenn die Entfernung zwischen den einzelnen Anlagen nicht ausreicht, um unter voraussehbaren Umständen jede Erhöhung der Gefahren schwerer Unfälle zu vermeiden. Auf jeden Fall gelten diese Mengen für einen Komplex aus mehreren Anlagen des gleichen Betreibers, wenn die Entfernung zwischen den einzelnen Anlagen weniger als etwa 500 M beträgt:

Stoffe oder Stoffkategorien	Menge (t) $\geq$	
	für die Anwendung der Artikel 3 und 4	für die Anwendung des Artikels 5
1. Entzündliche Gase gemäß Anhang IV, Buchstabe c) Ziffer i)	50	300 (*)
2. Leicht entzündliche Flüssigkeiten gemäß Anhang I, Buchstabe c) Ziffer ii)	10 000	100 000
3. Acrylnitril	350	5 000
4. Ammoniak	50	600
5. Chlor	10	200
6. Schwefeldioxid	20	500
7. Ammoniumnitrat	500 (*)	5 000 (*)
8. Natriumchlorat	25	250 (*)
9. Hussigsauerstoff	200 (*)	2 000 (*)

(\*) Die Mitgliedstaaten können bis zu der in Artikel 19 vorgesehenen Überprüfung des Anhangs II auf Mengen von 500 t und mehr vorläufig Artikel 5 anwenden.

(\*) Soweit dieser Stoff aufgrund des Zustands, in dem er sich befindet, Eigenschaften aufweist, die die Gefahr eines schwerer Unfalls heraufbeschwören können.

LISTE DER STOFFE FÜR DIE ANWENDUNG VON ABSCHNITT 3

Die nachstehenden Mengenangaben gelten für eine Anlage oder einen Komplex aus mehreren Anlagen des gleichen Betreibers, wenn die Entfernung zwischen den einzelnen Anlagen nicht ausreicht, um unter voraussehbaren Umständen jede Erhöhung der Gefahren schwerer Unfälle zu vermeiden. Auf jeden Fall gelten diese Mengen für einen Komplex aus mehreren Anlagen des gleichen Betreibers, wenn die Entfernung zwischen den einzelnen Anlagen weniger als etwa 500 M beträgt:

Bezeichnung	Menge ( $\geq$ )	CAS-Nr	EGW-Nr
1. 4-Amino-diphenyl	1 kg	92-67-1	
2. Benzidin	1 kg	92-87-5	612-042-00-2
3. Benzidinsalze	1 kg		
4. N,N-Dimethylnitrosamin	1 kg	62-75-9	
5. 2-Naphthylamin	1 kg	91-59-8	612-022-00-3
6. Beryllium (Pulver und/oder Verbindungen)	10 kg		
7. Bis(chlormethyl)ether	1 kg	542-88-1	603-046-00-5
8. 1,3-Propansulton	1 kg	1120-71-4	
9. 2,3,7,8-Tetrachlordibenzo-p-dioxine (TCDD)	1 kg	1746-01-6	
10. Arsen(V)oxid, Arsen(V)säure und seine Salze	500 kg		
11. Arsen(III)oxid, Arsen(III)säure und seine Salze	100 kg		
12. Arsenwasserstoff (Arsin)	10 kg	7784-42-1	
13. N,N-Dimethylcarbamoylchlorid	1 kg	79-44-7	
14. N-Chlorformyl-morpholin	1 kg	15159-40-7	
15. Carbonylchlorid (Phosgen)	20 t	75-44-5	006-002-00-8
16. Chlor	50 t	7782-50-5	017-001-00-7
17. Schwefelwasserstoff	50 t	7783-06-04	018-001-00-4
18. Acrylnitril	200 t	107-13-1	608-003-00-4
19. Cyanwasserstoffsäure	20 t	74-90-8	006-006-00-X
20. Kohlendisulfid	200 t	75-15-0	008-003-00-3
21. Brom	500 t	7726-95-6	035-001-00-5
22. Ammoniak	500 t	7664-41-7	007-001-00-5
23. Acetylen (Ethin)	50 t	74-86-2	601-015-00-0
24. Wasserstoff	50 t	1333-74-0	001-001-00-9

Bezeichnung	Menge (≥)	CAS-Nr.	EWG-Nr.
25. Ethylenoxid	50 t	75-21-8	603-023-00-X
26. 1,2-Propylenoxid	50 t	75-56-9	603-055-00-4
27. 2-Cyanopropan-2-ol (Acetonecyanhydrin)	200 t	75-86-5	608-004-00-X
28. 2-Propenal (Acroléin)	200 t	107-02-8	605-008-00-3
29. 2-Propène-1-ol (Allylalkohol)	200 t	107-18-6	603-015-00-6
30. Allylmin	200 t	107-11-9	612-048-00-4
31. Antimonwasserstoff (Stibin)	100 kg	7803-52-3	
32. Ethylenimin	50 t	151-56-4	613-001-00-1
33. Formaldehyd (Konzentration ≥ 90 %)	50 t	50-00-0	605-001-01-2
34. Phosphorwasserstoff (Phosphin)	100 kg	7803-51-2	
35. Brommethan (Methylbromid)	200 t	74-83-9	602-002-00-3
36. Methylisocyanat	1 t	624-83-9	615-001-00-7
37. Stickstoffoxide	50 t	11104-93-1	
38. Natriumselenit	100 kg	10102-18-8	
39. Bis(2-chlorethyl)-(sulfid)	1 kg	505-60-2	
40. Phosazetim	100 kg	4104-14-7	015-092-00-8
41. Tetraethylblei	50 t	78-00-2	
42. Tetramethylblei	50 t	75-74-1	
43. Promurit (3,4-Dichlorbenzolo-thioharnstoff)	100 kg	5836-73-7	
44. Chlorphenvinphos	100 kg	470-90-6	015-071-00-3
45. Crimidin	100 kg	535-89-7	613-004-00-8
46. Chlormethyl-methylether	1 kg	107-30-2	
47. Cyanphosphorsäuredimethylamid	1 t	63917-41-9	
48. Carbophenothion	100 kg	786-19-6	015-044-00-6
49. Dialiphos	100 kg	10311-84-9	015-088-00-6
50. Cyanthoate	100 kg	3734-95-0	015-070-00-8
51. Amiton	1 kg	78-53-5	
52. Oxydisulfoton	100 kg	2497-07-6	015-096-00-X
53. 0,0-Diethyl-S-(ethylsufinyl-methyl)-thiophosphat	100 kg	2588-05-8	
54. 0,0-Diethyl-S-(ethylsulfonyl-methyl)-thiophosphat	100 kg	2588-06-9	
55. Disulfoton	100 kg	298-04-4	015-060-00-3
56. Demeton	100 kg	8065-48-3	
57. Phorate	100 kg	298-02-2	015-033-00-6
58. 0,0-Diethyl-S-(ethylthiomethyl)-thiophosphat	100 kg	2600-69-3	
59. 0,0-Diethyl-S-(isopropylthio)methyl)-dithiophosphat	100 kg	78-52-4	
60. Pirazoxon	100 kg	108-34-9	015-023-00-1
61. Fensulfothion	100 kg	115-90-2	015-090-00-7
62. Paraoxon (0,0-Diethyl-0-(p-nitrophenyl)-phosphat)	100 kg	311-45-5	
63. Parathion	100 kg	56-38-2	015-034-00-1
64. Azinphos-ethyl	100 kg	2642-71-9	015-056-00-1
65. 0,0-Diethyl-S-(propylthiomethyl)-dithiophosphat	100 kg	3309-68-0	
66. Thionazin	100 kg	297-97-2	
67. Carbofuran	100 kg	1563-66-2	006-026-00-9
68. Phosphamidon	100 kg	13171-21-6	015-022-00-6
69. Tirpate (0-(((2,4-Dimethyl-1,3-dithiolan-2-yl)-methylene)-amino)-N-methyl-carbammat	100 kg	26419-73-8	
70. Mevinphos	100 kg	7786-34-7	015-020-00-5
71. Parathion-methyl	100 kg	298-00-0	015-035-00-7
72. Azinphos-methyl	100 kg	86-50-0	015-039-00-9
73. Cycloheximid	100 kg	66-81-9	
74. Diphacinone	100 kg	82-66-6	
75. Tetramethylendisulfotetramin	1 kg	80-12-6	
76. EPN	100 kg	2104-64-5	015-036-00-2
77. 4-Fluorbuttersäure	1 kg	462-23-7	
78. 4-Fluorbuttersäure, Salze	1 kg		
79. 4-Fluorbuttersäure, Ester	1 kg		
80. 4-Fluorbuttersäure, Amide	1 kg		
81. 4-Fluorcrotonsäure	1 kg	37759-72-1	
82. Fluorcrotonsäure, Salze	1 kg		
83. Fluorcrotonsäure, Ester	1 kg		
84. Fluorcrotonsäure, Amide	1 kg		
85. Fluoressigsäure	1 kg	144-49-0	607-081-00-7
86. Fluoressigsäure, Salze	1 kg		
87. Fluoressigsäure, Ester	1 kg		
88. Fluoressigsäure, Amide	1 kg		
89. Fluenetil	100 kg	4301-50-2	607-078-00-0
90. 4-Fluor-2-hydroxybuttersäure	1 kg		
91. 4-Fluor-2-hydroxybuttersäure, Salze	1 kg		
92. 4-Fluor-2-hydroxybuttersäure, Ester	1 kg		
93. 4-Fluor-2-hydroxybuttersäure, Amide	1 kg		
94. Fluorwasserstoff	50 t	7664-39-3	009-002-00-6

Bezeichnung	Menge (≥)	CAS-Nr.	EWG-Nr.
95. Hydroxyacetonitril (Glycolsäurenitril)	100 kg	107-16-4	
96. 1,2,3,7,8,9-Hexachlorodibenzo-p-dioxin	100 kg	19408-74-3	
97. Isodrin	100 kg	465-73-6	602-050-00-4
98. Hexamethylphosphorsäuretriamid	1 kg	680-31-9	
99. Juglon (5-Hydroxy-1,4-naphthochinon)	100 kg	481-39-0	
100. Warfarin	100 kg	81-81-2	607-056-00-0
101. 4,4-Methylen-bis (2-chloranilin)	10 kg	101-14-4	
102. Ethion	100 kg	563-12-2	015-047-00-2
103. Aldicarb	100 kg	116-06-3	006-017-00-X
104. Nickeltetraacarbonyl	10 kg	13463-39-3	028-001-00-1
105. Isobenzan	100 kg	297-78-9	602-053-00-0
106. Pentaboran	100 kg	19624-22-7	
107. 1-Fropen-2-chlor-1,3-diol diacetat	10 kg	10118-72-6	
108. 1,2-Propylenimin	50 t	75-55-8	
109. Sauerstoffdifluorid	10 kg	7783-41-7	
110. Schwefeldichlorid	1 t	10545-99-0	016-013-00-X
111. Selenhexafluorid	10 kg	7783-79-1	
112. Selenwasserstoff	10 kg	7783-07-5	
113. TEPP	100 kg	107-49-3	015-025-00-2
114. Sulfotep	100 kg	3689-24-5	015-027-00-3
115. Dimefox	100 kg	115-26-4	015-061-00-9
116. Tricyclohexylstannyl-1H-1,2,4-triazol	100 kg	41083-11-8	
117. Triethylenmelamin	10 kg	51-18-3	
118. Kobalt (Pulver und/oder Verbindungen)	100 kg		
119. Nickel (Pulver und/oder Verbindungen)	100 kg		
120. Anabasin	100 kg	494-52-0	
121. Tellurhexafluorid	100 kg	7783-80-4	
122. Trichlormethylsulfenylchlorid	100 kg	594-42-3	
123. 1,2-Dibromethan (Ethylenbromid)	50 t	106-93-4	602-010-00-8
124. Entzündliche Stoffe gemäß Anhang IV, c), i)	200 t		
125. Entzündliche Stoffe gemäß Anhang IV, c), ii)	50 000 t		
126. Diazodinitrophenol	10 t	7008-81-3	
127. Diethylenglycoldinitrat	10 t	693-21-0	603-033-00-4
128. Salze von Dinitrophenol	50 t		609-017-00-3
129. 1-Guanyl-4-nitrosaminoguanyl-tetrazin	10 t	109-27-3	
130. 2,2,4,4,6,6-Hexamitrodiphenylamin	50 t	131-73-7	612-018-00-1
131. Hydrazinnitrat	50 t	13464-97-6	
132. Nitroglycerin	10 t	55-63-0	603-034-00-X
133. Pentaerythrittrinitrat	50 t	78-11-5	603-035-00-5
134. Cyclo-trimethylentrinitramin	50 t	121-82-4	
135. Trinitroanilin	50 t	26952-42-1	
136. 2,4,6-Trinitroanisol	50 t	606-35-9	609-011-00-0
137. Trinitrobenzol	50 t	25377-32-6	609-005-00-8
138. Trinitrobenzoesäure	50 t	35860-50-5 129-66-8	
139. Trinitrochlorbenzol	50 t	28260-61-9	610-004-00-X
140. N-Methyl-2,4,6-N-tetranitro-anilin	50 t	479-45-8	612-017-00-6
141. 2,4,6-Trinitrophenol (Pikrinsäure)	50 t	88-89-1	609-009-00-X
142. Trinitrokresol	50 t	28905-71-7	609-012-00-6
143. 2,4,6-Trinitrophenetol	50 t	4732-14-3	
144. 2,4,6-Trinitroresorcin (Styphninsäure)	50 t	82-71-3	609-018-00-9
145. 2,4,6-Trinitrotoluol	50 t	118-96-7	609-008-00-4
146. Ammoniumnitrat (')	5 000 t	6484-52-2	
147. Nitrocellulose (mit mehr als 12,6 Gew.-% Stickstoff)	100 t	9004-70-0	603-037-00-6
148. Schwefeldioxid	1 000 t	7446-09-05	016-011-00-9
149. Chlorwasserstoff (verflüssigtes Gas)	250 t	7647-01-0	017-002-00-2
150. Entzündliche Stoffe gemäß Anhang IV, c), iii)	200 t		
151. Natriumchlorat (')	250 t	7775-09-9	017-005-00-2
152. tert-Butylperoxyacetat (Konzentration ≥ 70 %)	50 t	107-71-1	
153. tert-Butylperoxy-isobutyrat (Konzentration ≥ 80 %)	50 t	109-13-7	
154. tert-Butylperoxymaleat (Konzentration ≥ 80 %)	50 t	1931-62-0	
155. tert-Butylperoxy-isopropylcarbonat (Konzentration ≥ 80 %)	50 t	2372-21-6	
156. Dibenzylperoxydicarbonat (Konzentration ≥ 90 %)	50 t	2144-45-8	
157. 2,2-Di(tert-butylperoxy)-butan (Konzentration ≥ 70 %)	50 t	2167-23-9	
158. 1,1-Di-(tert-butylperoxy)-cyclohexan (Konzentration ≥ 80 %)	50 t	3006-86-8	
159. Di-sec-butylperoxydicarbonat (Konzentration ≥ 80 %)	50 t	19910-65-7	
160. 2,2-Dihydroperoxypropan (Konzentration ≥ 30 %)	50 t	2614-76-7	
161. Di-n-propylperoxydicarbonat (Konzentration ≥ 80 %)	50 t	16066-38-9	
162. 3,3,6,6,9,9-Hexamethyl-1,2,4,5-tetroxacyclononan (Konzentration ≥ 75 %)	50 t	22397-33-7	

Bezeichnung	Menge (≥)	CAS-Nr.	EWG-Nr.
163. Methyläthylketonperoxid (Konzentration ≥ 60 %)	50 t	1338-23-4	
164. Methylisobutylketonperoxid (Konzentration ≥ 60 %)	50 t	37206-20-5	
165. Peroxyessigsäure (Konzentration ≥ 60 %)	50 t	79-21-0	607-094-00-8
166. Bleidiazid	50 t	13424-48-9	082-003-00-7
167. Blei-2,4,6-trinitroresorcinat (Trizinat)	50 t	15245-44-0	609-019-00-4
168. Quecksilberfulminat	10 t	20820-45-5	080-005-00-2
169. Tetramethyletyletramin	50 t	628-86-4	
170. 2,2,4,4,6,6-Hexanitrostilben	50 t	2691-41-0	
171. 1,3,5-Triamino-2,4,6-trinitrobenzol	50 t	20062-22-0	
172. Ethylenglycoldinitrat	50 t	3058-38-6	
173. Ethylnitrat	10 t	628-96-6	603-032-00-9
174. Natriumpicramat	50 t	625-58-1	007-007-00-8
175. Bariumazid	50 t	831-52-7	
176. Diisobutylperoxid (Konzentration ≥ 50 %)	50 t	18810-58-7	
177. Diethylperoxydicarbonat (Konzentration ≥ 30 %)	50 t	3437-84-1	
178. tert-Butylperoxy-pivalat (Konzentration ≥ 77 %)	50 t	14666-78-5	
		927-07-1	

(<sup>1</sup>) Soweit dieser Stoff aufgrund des Zustands, in dem er sich befindet, Eigenschaften aufweist, die die Gefahr eines schweren Unfalls heraufbeschwören können.

NB. Die EWG-Nummern entsprechen denen der Richtlinie 67/548/EWG, samt Änderungen.

#### ALS RICHTWERT DIENENDE KRITERIEN

##### a) Sehr giftige Stoffe:

- Stoffe, die der ersten Zeile der nachstehenden Übersicht entsprechen,
- Stoffe, die der zweiten Zeile der nachstehenden Übersicht entsprechen und bei denen aufgrund ihrer physikalischen und chemischen Eigenschaften die Gefahr ähnlich schwerer Unfälle wie bei den Stoffen besteht, auf die sich die erste Zeile bezieht.

	LD 50 (oral) ( <sup>1</sup> ) mg/kg Körpergewicht	LD 50 (kutan) ( <sup>2</sup> ) mg/kg Körpergewicht	LK 50 (durch Einatmen) ( <sup>3</sup> ) mg/l
1	LD 50 ≤ 5	LD 50 ≤ 10	LK 50 ≤ 0,1
2	5 < LD 50 ≤ 25	10 < LD 50 ≤ 50	0,1 < LK 50 ≤ 0,5

(<sup>1</sup>) LD 50 oral bei Ratten.

(<sup>2</sup>) LD 50 kutan bei Ratten oder Kaninchen.

(<sup>3</sup>) LK 50 durch Einatmen (4 Stunden) bei Ratten.

##### b) Andere giftige Stoffe:

Stoffe mit der in nachstehender Übersicht angegebenen akuten Toxizität und mit physikalischen und chemischen Eigenschaften, bei denen die Gefahr schwerer Unfälle gegeben ist:

LD 50 (oral) ( <sup>1</sup> ) mg/kg Körpergewicht	LD 50 (kutan) ( <sup>2</sup> ) mg/kg Körpergewicht	LK 50 (durch Einatmen) ( <sup>3</sup> ) mg/l
25 < LD 50 ≤ 200	50 < LD 50 ≤ 400	0,5 < LK 50 ≤ 2

(<sup>1</sup>) LD 50 oral bei Ratten.

(<sup>2</sup>) LD 50 kutan bei Ratten oder Kaninchen.

(<sup>3</sup>) LK 50 durch Einatmen (4 Stunden) bei Ratten.



- e) **Entzündliche Stoffe :**
- i) **entzündliche Gase :**  
Stoffe, die im gasförmigen Zustand bei Normaldruck in Mischung mit Luft einen Zünbereich haben und deren Siedepunkt bei Normaldruck bei 20 °C oder bei einer geringeren Temperatur liegt;
  - ii) **leicht entzündliche Flüssigkeiten :**  
Stoffe, die einen Flammpunkt unter 21 °C haben und deren Siedepunkt bei Normaldruck über 20 °C liegt;
  - iii) **entzündliche Flüssigkeiten :**  
Stoffe, die einen Flammpunkt unter 55 °C haben und die unter Druckwirkung in flüssigem Zustand bleiben, sofern bei bestimmten Arten der Behandlung, z.B. unter hohem Druck und bei hoher Temperatur, die Gefahr schwerer Unfälle besteht.
- d) **Explosionsgefährliche Stoffe :**  
Stoffe, die durch Flammmentzündung zur Explosion gebracht werden können oder gegen Stoß oder Reibung empfindlicher sind als Dinitrobenzol.

ANGABEN UND INFORMATIONEN, DIE IM RAHMEN DER IN ABSCHNITT 3  
VORGESEHENEN SICHERHEITSUNTERSUCHUNG MITGETEILT WERDEN MÜSSEN

Kann eine der unten angegebenen Fragen nicht beantwortet werden oder erscheint ihre Beantwortung nicht erforderlich, so sind die Gründe dafür anzugeben.

1. **IDENTITÄT DES STOFFES**  
Chemische Bezeichnung  
CAS-Nummer  
Bezeichnung nach der IUPAC-Nomenklatur  
Sonstige Bezeichnungen  
Empirische Formel  
Zusammensetzung des Stoffes  
Reinheitsgrad  
Wichtigste Verunreinigungen und Prozentsätze  
Nachweis- und Bestimmungsmethoden in der Anlage  
Beschreibung der verwendeten Methoden oder Literaturangaben  
Vom Betreiber vorgesehene Methoden und Vorsichtsmaßnahmen für die Handhabung, Lagerung und den Brandfall  
Vom Betreiber vorgesehene Sofortmaßnahmen für den Fall einer unfallbedingten Dispersion  
Möglichkeiten des Betreibers zur Unschädlichmachung des Stoffes
2. **KURZE ANGABEN BETREFFEND DIE GEFAHREN**
  - für den Menschen :
    - unmittelbar .....
    - längerfristig .....
  - für die Umwelt :
    - unmittelbar .....
    - längerfristig .....

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 941

**11 DECEMBER 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de risico's van zware ongevallen in bepaalde industriële activiteiten**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, en op de stoomtuigen en stoomketels;

Gelet op het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval en het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Overwegende de noodzakelijkheid om de Europese richtlijn van 24 juni 1982 betreffende de risico's van zware ongevallen in bepaalde industriële activiteiten toe te passen;

Overwegende de risico's waaraan de mens en zijn leefmilieu bij zware ongevallen zich blootstellen;

Overwegende dat het geboden is een doeltreffende politiek op te stellen ter voorkoming van die ongevallen;  
Overwegende dat die politiek ter ongevalvoorkoming het meest doeltreffend is door middel van exploitatievergunningen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Titel I van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946 wordt voor het Waalse Gewest aangevuld door de volgende bepalingen en bijlagen :

• **HOOFDSTUK III. — Industriële activiteiten die risico's van zware ongevallen voor de natuur en het leefmilieu vertonen. Bepalingen van toepassing in het Waalse Gewest**

#### Afdeling 1. — Algemeen

Artikel 27 bis/1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder :

1. Industriële activiteiten :
  - a) elke verrichting uitgevoerd in een in bijlage I bedoelde industriële installatie die één of verschillende gevaarlijke stoffen gebruikt, alsmede het binnen de inrichting wegens interne reden uitgevoerde vervoer en de binnen de inrichting aan die verrichting verbonden opslag;
  - b) elke andere opslag verricht in de in bijlage II, omschreven omstandigheden.
2. Exploitatievergunning :  
de krachtens hoofdstuk I vereiste vergunning.
3. Exploitant :  
de titularis van de exploitatievergunning.
4. Zwaar ongeval :  
een gebeurtenis zoals zware emissie, brand of ontploffing in verband met een ongecontroleerde ontwikkeling bij een industriële activiteit die een ernstig, onmiddellijk of later optredend gevaar voor de natuur en/of het leefmilieu tot gevolg heeft en waarbij één of meer gevaarlijke stoffen betrokken zijn.
5. Gevaarlijke stoffen :
  - a) voor de toepassing van afdeling 2, de stoffen die algemeen worden beschouwd als stoffen die beantwoorden aan de criteria van bijlage IV;
  - b) voor de toepassing van afdeling 3, de stoffen die op de lijst van bijlage III en van bijlage II in de in de tweede kolom vermelde hoeveelheden voorkomen.
6. De minister :  
De minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort.

Artikel 27 bis/2. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op :

1. de militaire installaties;
2. de vervaardiging en de opslag van explosieven, kruit en munitie;
3. de winningsactiviteiten en andere mijnactiviteiten.

#### Afdeling 2

Algemene bepalingen met betrekking tot de voorkoming van zware ongevallen

Artikel 27 bis/3. Voor elke in artikel 27 bis/1 vastgestelde industriële activiteit wordt de exploitatievergunning vastgesteld zodat de exploitant :

- verplicht wordt alles in het werk te stellen om zware ongevallen te voorkomen en om de gevolgen daarvan voor de mens en het leefmilieu te beperken;
- ten allen tijde in staat wordt te bewijzen dat hij de bestaande risico's van belangrijke ongevallen heeft vastgesteld en passende veiligheidsmaatregelen heeft genomen.

#### Afdeling 3. — Bepalingen van toepassing

op de industriële activiteiten die grote risico's van zware ongevallen vertonen

Artikel 27 bis/4. § 1. Onverminderd de door andere decreten en reglementaire beschikkingen vereiste aanwijzingen bevat elke aanvraag om exploitatievergunning, in één van de volgende gevallen, een zekerheidsonderzoek vastgesteld onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door die afdeling :

1. als in een industriële activiteit in de zin van artikel 27 bis/1, 1-a), één of meer gevaarlijke stoffen genoemd in bijlage III in de in deze bijlage vastgestelde hoeveelheden gebruikt zijn of gebruikt kunnen zijn, met name als :
  - opgeslagen of gebruikte stoffen in verband met de betrokken industriële activiteit,
  - produkten van de vervaardiging,
  - bijprodukten, of,
  - afvalprodukten;
2. als in een industriële activiteit in de zin van artikel 27 bis/1, 1-b), één of meer gevaarlijke stoffen genoemd in bijlage II in de in die bijlage, tweede kolom, vastgestelde hoeveelheden zijn opgeslagen.

§ 2. Een aanvraag om vergunning voor de uitbreiding of de verbouwing van een gemachtigde inrichting moet een zekerheidsonderzoek of ten minste een document houdende wijziging van het eerste onderzoek slechts bevatten voor zover de verandering van industriële activiteit grote gevolgen zou hebben voor de risico's van zware ongevallen.

De Minister kan de criteria verduidelijken die de in de vorige zin bedoelde notie van grote gevolgen kunnen bepalen.

Artikel 27 bis/5. § 1. Het zekerheidsonderzoek moet de volgende elementen bevatten :

1. inlichtingen met betrekking tot de stoffen die in bijlage II en bijlage III zijn vermeld :
  - de in bijlage V vermelde gegevens en informaties,
  - het stadium van de activiteit waarbij zij betrokken zijn of kunnen betrokken zijn,
  - de hoeveelheid (orde van grootte),
  - het chemisch en/of fysisch gedrag onder normale gebruiksomstandigheden tijdens het proces,
  - de vormen waarin zij zich kunnen voordoen of kunnen worden omgezet onder voorzienbare abnormale omstandigheden,
  - eventueel de andere gevaarlijke stoffen waarvan de aanwezigheid een invloed op het potentiële gevaar van de betrokken industriële activiteit kan hebben;
2. inlichtingen met betrekking tot de installaties :
  - geografische ligging van de installaties en de overheersende weersomstandigheden, alsmede de gevaarsbronnen die verband houden met de omstandigheden ter plaatse,
  - het maximum aantal personen die ter plaatse werkzaam zijn en vooral die welke aan het risico zijn blootgesteld,
  - een algemene beschrijving van de technische processen,
  - een beschrijving van de installatiedelen die uit veiligheidstechnisch oogpunt belangrijk zijn, van de oorzaken van risico's en van de omstandigheden waarin een zwaar ongeval zich kan voordoen, alsmede een beschrijving van de voorgenomen preventieve maatregelen,
  - de maatregelen die genomen zijn om ervoor te zorgen dat de technische middelen voor de veilige werking van de installaties en voor het opvangen van storingen altijd beschikbaar zijn;
3. inlichtingen met betrekking tot eventuele situaties die zich bij zwaar ongeval kunnen voordoen :
  - de rampenplannen, met inbegrip van de veiligheidsuitrusting, de alarminrichtingen en de noodmaatregelen binnen de inrichting bij zwaar ongeval,
  - elke inlichting die voor de bevoegde overheid nodig is met het oog op het opmaken buiten de inrichting van een rampenplan overeenkomstig artikel 27 bis/7,
  - de naam van de persoon en van zijn plaatsvervangenden of van de bevoegde overheid die inzake zekerheid bevoegd zijn en die berechtigd zijn het rampenplan uit te voeren en de Minister te waarschuwen.

§ 2. Het bijwerken van het veiligheidsonderzoek moet in geval van nieuwe vergunningsaanvraag rekening houden met de nieuwe technische kennis betreffende de veiligheid en met de ontwikkeling van de kennis inzake de beoordeling van de risico's.

§ 3. Gaat het om industriële activiteiten waarvoor de hoeveelheden per stof vastgesteld volgens het geval in bijlagen II of III in de installaties van eenzelfde exploitant waarin de afstand tussen de installaties minder dan 500 meter bedraagt, worden overschreden, verstrekt de exploitant de krachtens § 1 vereiste inlichtingen rekening houdend met het feit dat die installaties vlakbij elkaar zijn en dat de risico's van zware ongevallen derhalve groter zijn.

Artikel 27 bis/6. § 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 27 bis/3 omkleedt de overheid, die over de aanvraag om vergunning voor een in die afdeling bedoelde industriële activiteit beslist, haar beslissing ten opzichte van de indicaties die het veiligheidsonderzoek bevat en legt aan de exploitant bij vergunningsverlening, wat de verschillende verrichtingen van de industriële activiteit betreft, de meeste aangepaste maatregelen op met het oog op de voorkoming van zware ongevallen en om de middelen met het oog op de beperking van de gevolgen daarvan te voorzien.

Artikel 27 bis/7. Het veiligheidsonderzoek moet elke drie jaar bijgewerkt worden, ten einde met de nieuwe technische kennis betreffende de veiligheid en met de ontwikkeling van de kennis inzake de beoordeling van de risico's rekening te houden.

Artikel 27 bis/8. § 1. Op basis van de exploitatievergunning en op basis van het veiligheidsonderzoek stelt de Minister een beslissing vast die uit de volgende elementen bestaat :

1. De afbakening van zones van het Waalse Gewest die bij het ontstaan van een zwaar ongeval in een gemachtigde inrichting zou kunnen getroffen worden;
2. De bestanddelen van het rampen- en van het interventieplan betreffende de buitenkant van de gemachtigde inrichting op het grondgebied van het Waalse Gewest; die elementen worden door de Minister toegezonden aan de overheid die door de Staat daartoe zal aangewezen worden.
- § 2. De in § 1 bedoelde beslissing wordt ter kennis van de exploitant gebracht. Hij kan de exploitatievergunning niet gebruiken zolang hij de in § 1 bedoelde beslissing niet ontvangen heeft. In ieder geval kan hij de vergunning gebruiken vijftien dagen na de dag waarop hij de vergunning ontvangt.

#### Afdeling 4. — Informaties te verschaffen in geval van zwaar ongeval

Artikel 27 bis/9. Bij het ontstaan van een zwaar ongeval wordt de exploitant ertoe verbonden :

1. de Minister op de hoogte ervan te brengen;
2. aan de Minister mede te delen, zodra zij bekend zijn :
  - de omstandigheden waaronder dit ongeval zich heeft voorgedaan,
  - de bij het ongeval betrokken gevaarlijke stoffen,
  - alle beschikbare gegevens aan de hand waarvan de gevolgen van dit ongeval op de bevolking en het leefmilieu kunnen worden beoordeeld,
  - de getroffen noodmaatregelen.
3. de Minister op de hoogte te brengen van de maatregelen die worden overwogen om :
  - de effecten op middellange en lange termijn van dit ongeval te ondervangen,
  - de herhaling van het ongeval te voorkomen.

#### Afdeling 5. — Overgangsbepalingen

Artikel 27 bis/10. — Voor de industriële activiteiten die het voorwerp waren van een exploitatievergunning verleend voor de inwerkingtreding van dit hoofdstuk of van een aanvraag om exploitatievergunning ingediend voor de inwerkingtreding van dit hoofdstuk en waarover op die datum wordt er nog niet beslist, wordt ten laatste op 8 januari 1989 een veiligheidsonderzoek, dat de in artikel 27 bis/5 bedoelde elementen bevat, door de exploitant aan de bevoegde overheid medegedeeld met het oog op de toekenning van die vergunning.

Op basis van dit veiligheidsonderzoek stelt binnen drie maanden de Minister de in artikel 27 bis/8, § 1, bedoelde beslissing vast; in dit geval is artikel 27 bis/8, § 2 niet van toepassing.

**Art. 2.** In artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval wordt, wat het Waalse Gewest betreft, het volgende lid tussen het tweede en het derde lid ingevoegd :

« Wat de bescherming van de buurtschap en van het leefmilieu betreft is ook van toepassing hoofdstuk III van Titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming. Artikel 27 bis/1, 2<sup>o</sup> van dit Reglement heeft betrekking op de krachtens die bepalingen vereiste vergunning. »

**Art. 3.** Tussen het tweede en het derde lid van artikel 1 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming wordt voor het Waalse Gewest het volgende lid ingevoegd :

« In het Waalse Gewest, wat de bescherming van de buurtschap en van het leefmilieu betreft, gelden die bepalingen ook voor de inrichtingen waarbij één of verschillende industriële activiteiten bedoeld in hoofdstuk III worden betrokken. De in hoofdstuk II bedoelde nomenclatuur en rangschikking zijn niet van toepassing voor zover zij met de in de vorige fase bedoelde inrichtingen betrekking hebben. Voor de toepassing van dit reglement worden die inrichtingen als behorende tot de eerste klasse beschouwd. »

**Art. 4.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 december 1986.

**M. WATHELET,**

Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutie belast met de Nieuwe Technologieën,  
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel

**D. DUCARME,**

Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw

**Bijlage I**

**INDUSTRIELE INSTALLATIES IN DE ZIN VAN 27 bis/1**

1. — Installaties voor de produktie of de omzetting van organische of anorganische chemicaliën waarbij met name gebruik gemaakt wordt van :
  - alkylering;
  - aminering met ammoniak;
  - carbonylering;
  - condensatie;
  - dehydrogenering;
  - verestering;
  - halogenering en fabricage van hologen;
  - hydronering;
  - hydrolyse;
  - oxydatie;
  - polymerisatie;
  - sulfonering;
  - ontzwaveling, synthese en omzetting van zwavelhoudende verbindingen;
  - nitrering en synthese van stikstofhoudende verbindingen;
  - synthese van fosforhoudende verbindingen;
  - de formulering van bestrijdingsmiddelen en farmaceutische produkten;
- installaties voor de bewerking of verwerking van organische of anorganische chemicaliën waarbij met name gebruik gemaakt worden van :
  - distillatie;
  - extractie;
  - solvatatie;
  - menging.
2. Installaties voor de raffinage of enige andere wijze van verwerking van aardolie of aardolieprodukten.
3. Installaties bestemd voor de gehele of gedeeltelijke verwijdering van vaste stoffen of vloeistoffen door verbranding of chemische afbraak.
4. Installaties voor de produktie of omzetting van energiegassen, bijvoorbeeld LPG, vloeibaar aardgas en synthetisch aardgas.
5. Installaties voor de droge distillatie van steenkool en bruinkool.
6. Installaties voor de produktie van metalen of niet-metalen langs natte weg of door middel van elektrische energie.

## Bijlage II

OPSLAG IN ANDERE DAN DE IN BIJLAGE I BEDOELDE INSTALLATIES  
(AFZONDERLIJKE OPSLAG)

Onderstaande hoeveelheden gelden per installatie of per groep installaties van een zelfde fabricant wanneer de afstand tussen de installatie niet groot genoeg is om in voorzienbare omstandigheden te vermijden dat de risico's van zware ongevallen groter worden. In elk geval gelden deze hoeveelheden per groepinstallaties van een zelfde fabricant indien de afstand tussen de installaties minder dan ongeveer 500 meter bedraagt:

Stoffen of categorieën van stoffen	Hoeveelheden (t) $\geq$	
	voor de toepassing van de artikelen 3 en 4	voor de toepassing van artikel 5
1. Ontvlambaar gas in de zin van bijlage IV, sub c) i)	50	300 (*)
2. Licht ontvlambare vloeistoffen in de zin van bijlage IV sub c) ii)	10 000	100 000
3. Acrylonitril	350	5 000
4. Ammoniak	50	600
5. Chloor	10	200
6. Zwaveldioxyde	20	500
7. Ammoniumnitraat	500 (*)	5 000 (*)
8. Natriumchloraat	25	250 (*)
9. Vloeibare zuurstof	200 (*)	2 000 (*)

(\*) De lid-Staten kunnen tot de in artikel 19 bedoelde herziening van bijlage II artikel 5 voorlopig ten uitvoer brengen.

(\*) Voor zover de staat waarin die stof verkeert hieraan eigenschappen verleent die het risico van een zwaar ongeval zouden kunnen opleveren.

## Bijlage III

## LIJST VAN STOFFEN IN DE ZIN VAN AFDELING 3

Onderstaande hoeveelheden gelden per installatie of per groep installaties van een zelfde fabrikant wanneer de afstand tussen de installaties niet groot genoeg is om in voorzienbare omstandigheden te vermijden dat de risico's van zware ongevallen groter worden. In elk geval gelden deze hoeveelheden per groep installaties van een zelfde fabricant indien de afstand tussen de installaties minder dan ongeveer 500 meter bedraagt:

Benaming	Hoeveelheid ( $\geq$ )	CAS-nr.	E.E.G.-nr.
1. 4-Aminobiphenyl	1 kg	92-67-1	
2. Benzidine	1 kg	92-87-5	612-042-00-2
3. Benzidinezouten	1 kg		
4. Dimethylnitrosamine	1 kg	62-75-9	
5. 2-Naphthylamine	1 kg	91-59-8	612-022-00-3
6. Beryllium (poeder en/of verbindingen)	10 kg		
7. Dichloormethylether	1 kg	542-88-1	603-046-00-5
8. 1,3-Propaansultoon	1 kg	1120-71-4	
9. 2,3,7,8-Tetrachloordibenzo-p-dioxine (TCDD)	1 kg	1746-01-6	
10. Arseenpentoxide, arseen (V) zuur en zouten daarvan	500 kg		
11. Arseentrioxide, arsening (III) zuur en zouten daarvan	100 kg		
12. Arseenwaterstof (arsine)	10 kg	7784-42-1	
13. N, N-dimethylcarbamoylchloride	1 kg	79-44-7	
14. N-chloorformylmorpholine	1 kg	15159-40-7	
15. Kooloxychloride (fosgeen)	20 t	75-44-5	006-002-00-8
16. Chloor	50 t	7782-50-5	017-001-00-7
17. Zwavelwaterstof	50 t	7783-06-04	016-001-00-4
18. Acrylonitril (vinylcyanide)	200 t	107-13-1	608-003-00-4
19. Cyaanwaterstof	20 t	74-90-8	006-008-00-X
20. Kooldisulfide (zwavelkoolstof)	200 t	75-15-0	008-003-00-3
21. Broom	500 t	7726-95-6	035-001-00-5

Benaming	Hoeveelheid (≥)	CAS-nr.	E.E.G.-nr.
22. Ammoniak	500 t	7664-41-7	007-001-00-5
23. Acetyleen (ethyn)	50 t	74-86-2	601-015-00-0
24. Waterstof	50 t	1333-74-0	001-001-00-9
25. Ethyleenoxyde	50 t	75-21-8	603-023-00-X
26. Propyleenoxyde	50 t	75-56-9	603-055-00-4
27. Acetoncyaanhydrine	200 t	75-86-5	608-004-00-X
28. 2-Propenal (acroleïne)	200 t	107-02-8	605-008-00-3
29. 2-Propen-1-ol (allylalcohol)	200 t	107-18-6	603-015-00-6
30. Allylamine	200 t	107-11-9	612-046-00-4
31. Antimoonwaterstof (stibine)	100 kg	7803-52-3	
32. Ethyleenimine	50 t	151-56-4	613-001-00-1
33. Formaldehyde (minimaal 90 %)	50 t	50-00-0	605-001-01-2
34. Fosforwaterstof (fosfine)	100 kg	7803-51-2	
35. Methylbromide (monobroommethaan)	200 t	74-83-9	802-002-00-3
36. Methylisocyaanaat	1 t	624-83-9	615-001-00-7
37. Stikstofoxydes	50 t	11104-93-1	
38. Natriumseleniet	100 kg	10162-18-8	
39. Bis (2 chloorethyl)sulfide	1 kg	505-80-2	
40. Fosazetim	100 kg	4104-14-7	015-092-00-8
41. Tetraethyllood	50 t	78-00-2	
42. Tetramethyllood	50 t	75-74-1	
43. Promurit (3, 4-dichloorfenyl azathioureum)	100 kg	5836-73-7	
44. Chloorfenvinfos	100 kg	470-90-6	015-071-00-3
45. Crimidine	100 kg	535-89-7	613-004-00-8
46. Monochloormethylether	1 kg	107-30-2	
47. Cyaanfosforzuur dimethylamide	1 t	63917-41-9	
48. Carbofenothion	100 kg	786-19-6	015-044-00-6
49. Dialifos	100 kg	10311-84-9	015-088-00-6
50. Cyaanthoaat	100 kg	3734-95-0	015-070-00-8
51. Amiton	1 kg	78-53-5	
52. Oxydisulfoton	100 kg	2497-07-6	015-096-00-X
53. 0, 0-Diethyl-S-(ethylsufinylmethyl) thiofosfaat	100 kg	2588-05-8	
54. 0, 0-Diethyl-S-(ethylsulfonylmethyl) thiofosfaat	100 kg	2588-08-9	
55. Disulfoton	100 kg	298-04-4	015-060-00-3
56. Demeton	100 kg	8065-48-3	
57. Foraat	100 kg	298-02-2	015-033-00-6
58. 0, 0-Diethyl-S-(ethylthiomethyl)-thiofosfaat	100 kg	2800-89-3	
59. 0, 0-Diethyl-S-(isopropylthiomethyl)-dithiofosfaat	100 kg	78-52-4	
60. Pyrazoxon	100 kg	108-34-9	015-023-00-1
61. Fensulfiothion	100 kg	115-90-2	015-090-00-7
62. Paraoxon (0, 0-Diethyl-0-(4-nitrofenyl)-fosfaat)	100 kg	311-45-5	
63. Parathion	100 kg	58-38-2	015-034-00-1
64. Azinfos-ethyl	100 kg	2842-71-9	015-058-00-1
65. 0, 0-Diethyl-S-(propylthiomethyl) dithiofosfaat	100 kg	3309-68-0	
66. Thionazine	100 kg	297-97-2	
67. Carbofuraan	100 kg	1563-66-2	008-026-00-9
68. Fosfamidon	100 kg	13171-21-8	015-022-00-6
69. Tirpate (O-2,4-dimethyl-1,3-dithiolan-2-yl) methyleen imino-N-methyl-carbonaat	100 kg	26419-73-8	
70. Mevinfos	100 kg	7786-34-7	015-020-00-5
71. Parathion-methyl	100 kg	298-00-0	015-035-00-7
72. Azinfos-methyl	100 kg	86-50-0	015-039-00-9
73. Cycloheximide	100 kg	66-81-9	
74. Difacinon	100 kg	82-66-6	
75. Tetramethyleendisulfotetramine	1 kg	80-12-6	
76. EPN	100 kg	2104-84-5	015-036-00-2
77. 4-Fluorboterzuur	1 kg	462-23-7	
78. 4-Fluorboterzure zouten	1 kg		
79. 4-Fluorboterzure esters	1 kg		
80. 4-Fluorboterzuraamides	1 kg		
81. 4-Fluorcrotonzuur	1 kg	37759-72-1	
82. Fluorcrotonzure zouten	1 kg		
83. Fluorcrotonzure esters	1 kg		
84. Fluorcrotonzuraamides	1 kg		
85. Monofluorazijnzuur	1 kg	144-49-0	607-081-00-7
86. Monofluorazijnzure zouten	1 kg		
87. Monofluorazijnzure esters	1 kg		
88. Monofluorazijnzuraamides	1 kg		
89. Fluenetil	100 kg	4301-50-2	607-078-00-0
90. 4-Fluor-2-hydroxyboterzuur	1 kg		
91. 4-Fluor-2-hydroxyboterzure zouten	1 kg		
92. 4-Fluor-2-hydroxyboterzure esters	1 kg		

Benaming	Hoeveelheid (≥)	CAS-nr.	E.E.G.-nr.
93. 4-Fluor-2-hydroboterzuuramides	1 kg		
94. Fluorwaterstof	50 t	7664-39-3	009-002-00-6
95. Hydroxyacetonitril (glycolzuurnitril)	100 kg	107-16-4	
96. 1,2,3,7,8,9-Hexachloordibenzo-p-dioxine	100 kg	19409-74-3	
97. Isodrin	100 kg	465-73-6	602-050-00-4
98. Hexamethylfosfortriamide	1 kg	680-31-9	
99. Juglon (5-hydroxy-1, 4-naftochinon)	100 kg	481-39-0	
100. Warfarin	100 kg	81-81-2	607-056-00-0
101. 4, 4-Methyleen-bis (2-chlooraniline)	10 kg	101-14-4	
102. Ethion	100 kg	563-12-2	015-047-00-2
103. Aldicarb	100 kg	116-06-3	006-017-00-X
104. Nickeltetracarbonyl	10 kg	13463-39-3	028-001-00-1
105. Isobenzan	100 kg	297-78-9	602-053-00-0
106. Pentaboraan	100 kg	19824-22-7	
107. 1-Propeen-2-chloor-1, 3-diol diacetaat	10 kg	10118-72-6	
108. Propyleenimine	50 t	75-55-8	
109. Zuurstofdifluoride	10 kg	7783-41-7	
110. Zwavelchloride	1 t	10545-99-0	016-013-00-X
111. Selenhexafluoride	10 kg	7783-79-1	
112. Seleenwaterstof	10 kg	7783-07-5	
113. TEPP	100 kg	107-49-3	015-025-00-2
114. Sulfotep	100 kg	3689-24-5	015-027-00-3
115. Dimefox	100 kg	115-26-4	015-061-00-9
116. Tricyclohexylstannyl-1H-1, 2, 4-triazool	100 kg	41083-11-8	
117. Triethyleenmelamine	10 kg	51-18-3	
118. Kobalt (poeder en/of verbindingen)	100 kg		
119. Nikkel (poeder en/of verbindingen)	100 kg		
120. Anabasine	100 kg	494-52-0	
121. Telluurhexafluoride	100 kg	7783-80-4	
122. Trichloormethylsulfonyl-chloride	100 kg	594-42-3	
123. 1, 2-Dibroomethaan	50 t	106-93-4	602-010-00-6
124. Ontvlambare stoffen in de zin van bijlage IV, c), i)	200 t		
125. Ontvlambare stoffen in de zin van bijlage IV, c), ii)	50 000 t		
126. Diazodinitrofenol	10 t	7008-81-3	
127. Diglycoldinitraat	10 t	693-21-0	603-033-00-4
128. Zouten van dinitrofenol	50 t		609-017-00-3
129. 1-Guanyl-4-Nitrosaminoguanyl-tetrazeen	10 t	109-27-3	
130. Hexanitrodifenylamine	50 t	131-73-7	612-018-00-1
131. Hydrazinenitraat	50 t	13464-97-6	
132. Nitroglycerine	10 t	55-63-0	603-034-00-X
133. Pentaerytritoltetranitraat	50 t	78-11-5	603-035-00-5
134. Cyclotrimethyleentrintramine	50 t	121-82-4	
135. Trinitroaniline	50 t	26952-42-1	
136. 2, 4, 6-trinitroanisool	50 t	606-35-9	609-011-00-0
137. Trinitrobenzeen	50 t	25377-32-6	609-005-00-8
138. Trinitrobenzoëzuur	50 t	35860-50-5	
		129-66-8	
139. Trinitrochlorbenzeen	50 t	26260-61-9	610-004-00-X
140. Trinitrofenylmethylnitramine	50 t	479-45-8	612-017-00-6
141. 2, 4, 6-Trinitrofenol (Pikrinezuur)	50 t	88-89-1	609-009-00-X
142. Trinitrokresol	50 t	28905-71-7	609-012-00-6
143. 2, 4, 6-Trinitrofenetool	50 t	4732-14-3	
144. Trinitrosorcinol	50 t	82-71-3	609-018-00-9
145. 2, 4, 6-Trinitrotolueen	50 t	118-96-7	609-008-00-4
146. Ammoniumnitraat (')	5 000 t	6484-52-2	
147. Nitrocellulose (met meer dan 12,6 % stikstof)	100 t	9004-70-0	603-037-00-6
148. Zwaveldioxyde	1 000 t	7446-09-05	016-011-00-9
149. Zoutzuur (tot vloeistof verdicht gas)	250 t	7647-01-0	017-002-00-2
150. Ontvlambare stoffen in de zin van bijlage IV, c), iii)	200 t		
151. Natriumchloraat (')	250 t	7775-09-9	017-005-00-2
152. t-Butylperoxyacetaat (concentratie ≥ 70 %)	50 t	107-71-1	
153. t-Butylperoxy-iso-butyraat (concentratie ≥ 80 %)	50 t	109-13-7	
154. t-Butylperoxymaleaat (concentratie ≥ 80 %)	50 t	1931-62-0	
155. t-Butylperoxy-iso-propylcarbonaat (concentratie ≥ 80 %)	50 t	2372-21-6	
156. Dibenzylperoxydicarbonaat (concentratie ≥ 90 %)	50 t	2144-45-8	
157. 2, 2-bis(t-butylperoxy)butaan (concentratie ≥ 70 %)	50 t	2167-23-9	
158. 1, 1-bis(t-butylperoxy) Cyclohexaan (concentratie ≥ 80 %)	50 t	3006-86-8	
159. Di-s-butylperoxydicarbonaat (concentratie ≥ 80 %)	50 t	19910-65-7	
160. 2, 2-Dihydroperoxypropaan (concentratie ≥ 30 %)	50 t	2614-76-7	
161. Di-n-propylperoxydicarbonaat (concentratie ≥ 80 %)	50 t	16066-38-9	

Benaming	Hoeveelheid (≥)	CAS-nr.	E.E.G.-nr.
162. 3, 3, 6, 6, 9, 9-Hexamethyl-1, 2, 4, 5-tetroxacyclononaan (concentratie ≥ 75 %)	50 t	22397-33-7	
163. Methylethylketonperoxide (concentratie ≥ 60 %)	50 t	1338-23-4	
164. Methyl-iso-butylketonperoxide (concentratie ≥ 60 %)	50 t	37208-20-5	
165. Perazijnzuur (concentratie ≥ 60 %)	50 t	79-21-0	607-094-00-8
166. Loodazide	50 t	13424-46-9	082-003-00-7
167. Loodtrinitroresorcinaat	50 t	15245-44-0	609-019-00-4
168. Kwikfulminaat	10 t	20820-45-5 028-86-4	080-005-00-2
169. Cyclotetramethyleentetranitramine	50 t	2691-41-0	
170. 2, 2, 4, 4, 6, 6-Hexanitrostilbeen	50 t	20062-22-0	
171. 1, 3, 5-Triamino-2, 4, 6-trinitro-benzeen	50 t	3058-38-6	
172. Glycoldinitraat	10 t	628-96-6	603-032-00-9
173. Ethylnitraat	50 t	625-58-1	007-007-00-8
174. Natriumpicramaat	50 t	831-52-7	
175. Bariurnazide	50 t	18810-58-7	
176. Di-iso-butylperoxyde (concentratie ≥ 50 %)	50 t	3437-84-1	
177. Diethylperoxydicarbonaat (concentratie ≥ 30 %)	50 t	14666-78-5	
178. t-Butylperoxy-pivaloaat (concentratie ≥ 77 %)	50 t	927-07-1	

(<sup>1</sup>) Voor zover de staat waarin deze stof verkeert hieraan eigenschappen verleent die het risico van een zwaar ongeval zouden kunnen opleveren.

NB. De E.E.G.-nummers zijn die van richtlijn 67/548/E.E.G., met inbegrip van de wijzigingen daarop.

#### Bijlage IV

#### INDICATIEVE CRITERIA

##### a) Zeer giftige stoffen :

- Stoffen welke overeenkomen met de eerste regel van onderstaande tabel,
- Stoffen welke overeenkomen met de tweede regel van onderstaande tabel en die op grond van hun fysische en chemische eigenschappen gevaar voor ernstige ongevallen zoals die van de stoffen van de eerste regel kunnen opleveren.

	LD 50 (oraal) ( <sup>1</sup> ) mg/kg lichaamsgewicht	LD 50 (percutaan) ( <sup>2</sup> ) mg/kg lichaamsgewicht	LC 50 (inhalatoir) ( <sup>3</sup> ) mg/l
1	LD 50 ≤ 5	LD 50 ≤ 10	LC 50 ≤ 0,1
2	5 < LD 50 ≤ 25	10 < LD 50 ≤ 50	0,1 < LC 50 ≤ 0,5

(<sup>1</sup>) LD 50 oraal bij ratten.

(<sup>2</sup>) LD 50 percutaan bij ratten of konijnen.

(<sup>3</sup>) LC 50 inhalatoir (4 uur) bij ratten.

##### b) Anders giftige stoffen :

Stoffen met de volgende waarden van acute toxiciteit en met fysische en chemische eigenschappen die gevaar voor ernstige ongevallen mogelijk kunnen maken :

LD 50 (oraal) ( <sup>1</sup> ) mg/kg lichaamsgewicht	LD 50 (percutaan) ( <sup>2</sup> ) mg/kg lichaamsgewicht	LC 50 (inhalatoir) ( <sup>3</sup> ) mg/l
25 < LD 50 ≤ 200	50 < LD 50 ≤ 400	0,5 < LC 50 ≤ 2

(<sup>1</sup>) LD 50 oraal bij ratten.

(<sup>2</sup>) LD 50 percutaan bij ratten of konijnen.

(<sup>3</sup>) LC 50 inhalatoir (4 uur) bij ratten.



- c) Ontvlambare stoffen :
- i) ontvlambare gassen :  
stoffen die in gasvormige toestand bij normale druk in een gas/luchtmengsel ontvlambaar worden en waarvan het kookpunt bij normale druk bij ten hoogste 20 °C ligt;
  - ii) licht ontvlambare vloeistoffen :  
stoffen met een vlammpunt onder 21 °C en met een kookpunt boven 20 °C bij normale druk;
  - iii) ontvlambare vloeistoffen :  
stoffen met een vlammpunt onder 55 °C die onder druk vloeibaar blijven, voor zover bepaalde gebruiksomstandigheden, zoals hoge druk en hoge temperatuur, het risico van een zwaar ongeval kunnen opleveren.
- d) Ontploffbare stoffen :  
stoffen die bij aanraking met een vlam kunnen ontploffen of voor stoten of wrijving gevoeliger zijn dan dinitrobenzeen.

## Bijlage V

IN HET KADER VAN DE PUNT 4 BEDOELDE KENNISGEVING  
TE VERSTREKKEN GEGEVENS EN INLICHTINGEN

Indien het niet mogelijk is de hieronder gevraagde gegevens te verstrekken, moeten de redenen daarvan worden opgegeven.

1. IDENTITEIT VAN DE STOF
  - Scheikundige benaming
  - CAS-nummer
  - Naam volgens de IUPAC-nomenclatuur
  - Andere namen
  - Empirische formule
  - Samenstelling van de stof
  - Zuiverheidsgraad
  - Voornaamste onzuiverheden en percentage daarvan
  - Beschikbare detectie- en bepalingsmethoden voor de installatie
  - Beschrijving van de gebruikte methoden of literatuurreferenties
  - Door de fabrikant voorgeschreven voorzorgsmaatregelen bij hantering, opslag en brand
  - Mogelijkheden die de fabrikant heeft om de stof onschadelijk te maken
2. BEKNOPT GEGEVENS OVER DE GEVAREN
  - voor de mens :
    - onmiddellijk .....
    - na verloop van tijd ...
  - voor het leefmilieu :
    - onmiddellijk .....
    - na verloop van tijd ...

## AUTRES ARRÊTÉS

## MINISTÈRE DES FINANCES

Institut national de Crédit agricole  
Conseil d'administration

Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> mai 1987, M. Bedoret, M., est, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1987, nommé membre du conseil d'administration de l'Institut national de Crédit agricole, en remplacement de M. Petit, P., dont il achèvera le mandat.

## MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Société anonyme belge  
d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA)  
Autorisations

Par arrêté royal du 11 mai 1987, la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA), est autorisée à participer au capital et à la gestion de la Société anonyme « Belgian Olympic Travel ».

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

## ANDERE BESLUITEN

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet  
Raad van beheer

Bij koninklijk besluit van 1 mei 1987 wordt de heer Bedoret, M., benoemd tot lid van de raad van beheer van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet ter vervanging van de heer Petit, P., wiens mandaat hij zal voleindigen.

## MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

Belgische Naamloze Vennootschap  
tot Exploitatie van het Luchtverkeer (SABENA)  
Machtigingen

Bij koninklijk besluit van 11 mei 1987 wordt de Belgische Naamloze Vennootschap tot Exploitatie van het Luchtverkeer (SABENA), gemachtigd deel te nemen in het kapitaal en het bestuur van de Naamloze Vennootschap « Belgian Olympic Travel ».

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.